

Actualités IHP 862 : Lancement de l'Année mondiale de la santé

(16 janvier 2026)

La lettre d'information hebdomadaire International Health Policies (IHP) est une initiative de l'unité Politique de santé de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Chers collègues,

Alors qu'une grande partie du monde est en proie à des conflits et que chaque semaine apporte son lot de nouvelles horreurs, la communauté mondiale de la santé se prépare à une série de réunions, de discussions et de négociations dans les semaines à venir, qui marqueront également le début de l'année [2026](#).

La semaine prochaine, les **discussions du PABS** [reprendront](#) à Genève (20-22 janvier). La ^{158^e} **réunion du Conseil exécutif de l'OMS** est [prévue](#) du 2 au 7 février, avec un ordre du jour plutôt chargé, comme vous pouvez l'imaginer compte tenu de l'état de la planète. Et bien sûr, la « communauté de Davos » organise également son « rassemblement » annuel sous la neige (du 19 au 23 janvier), cette fois-ci sous [le thème « L'esprit du dialogue »](#). À Davos, on parle d'ailleurs d'un « **moment charnière pour la coopération mondiale** » (*hum hum*). Toujours dans cette partie du monde, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, la « **Commission des commissions** » (*Commission Lancet sur les menaces mondiales pour la santé au^{XXI}^e siècle*) sera [lancée](#) en février (*nous vous recommandons le podcast « sneak preview » du CSIS*).

L'OMS a publié cette semaine **deux rapports sur les taxes sur la santé**, « [exhortant les gouvernements à lever les taxes sur les boissons sucrées et l'alcool afin de sauver des vies et d'augmenter les recettes](#) ». La chef de la diplomatie européenne, Mme Kallas, n'a pas vraiment compris l'allusion, [plaisantant en disant que « les malheurs du monde signifient qu'il est temps de commencer à boire »](#) (*je ne peux pas lui en vouloir*).

Comme on pouvait s'y attendre, le numéro de cette semaine contient encore plein **d'infos et d'analyses** [sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale](#) (*y compris des [nouvelles encourageantes du Congrès américain](#)*). Pendant ce temps, la saga de la « **réinvention** » de la **santé mondiale** (et plus largement) continue. Mais personne n'ose encore utiliser le vieux slogan « Reconstruire en mieux ».

Alors que **les Elders** mettent en garde contre un retour à l' [e et à un monde où la loi du plus fort prévaut](#) (pour une excellente raison), nos connaissances sur les **cinquante nuances de l'« optimisme »** (*une compétence essentielle à notre époque*) se sont également enrichies cette semaine. **Bill Gates** a exprimé son « [optimisme avec des notes de bas de page](#) » (*ce qui, pour une raison quelconque, m'a fait penser à un collègue aujourd'hui à la retraite, connu pour ses notes de bas de page interminables :)*), tandis que **Habib Benzian** a réfléchi à l'« [optimisme](#) de façade » dans une analyse politique plutôt intéressante du dernier rapport de l'OMS sur la couverture sanitaire universelle. Tous deux complètent bien [le « pessimisme désespéré »](#) (lecture recommandée il y a quelques semaines dans cette introduction à l'IHP).

Cela dit, je suis tout à fait d'accord avec le président de l'Assemblée générale des Nations unies lorsqu'il affirme que « [l'ONU vaut la peine qu'on se batte pour elle](#) ». Tout comme une foule d'autres choses dont les nombreux crétins et « bouffons dégénérés » au pouvoir (*pour citer Adam Tooze, l'un des principaux « chuchoteurs de crise » de notre époque*) veulent se débarrasser. Et c'est maintenant qu'il faut agir. À moins que vous ne soyez adepte de la « pleine conscience apocalyptique » (*de plus en plus en vogue, paraît-il*).

À ce propos, vous voudrez peut-être consulter un nouveau [rapport de l'...](#) au titre plutôt fantaisiste : « **Parasol Lost** ».

Bonne lecture.

Kristof Decoster

Article vedette

L'Amérique d'abord dans le domaine de la santé mondiale : une leçon sur les conséquences du principe « la force fait le droit » ?

Gorik Ooms (ITM)

Au cours des derniers mois de 2025, la communauté mondiale de la santé a pris connaissance de la [stratégie America First Global Health Strategy](#). Une analyse complète de tous les problèmes posés par cette politique nous mènerait trop loin : permettez-moi de me concentrer ici sur les implications pour les [négociations en cours sur un accord relatif à l'accès aux agents pathogènes et au partage des avantages \(PABS\)](#).

Pendant la pandémie de Covid-19, les pays à faible et moyen revenu (et même certains pays à revenu élevé) ont pris conscience (une fois de plus) qu'une coopération internationale sincère et bien intentionnée n'est pas toujours réciproque. Alors que la plupart des pays ont partagé toutes les informations disponibles sur l'évolution du Covid-19 sur leur territoire, l'initiative [COVAX](#) développée par l'OMS et d'autres, bien que destinée à « garantir un accès juste et équitable [aux vaccins contre le Covid-19] à tous les pays du monde », a dû se contenter des restes, après que les pays à revenu élevé aient fait leurs achats. « Plus jamais ça », ont pensé certains dirigeants de pays à faible et moyen revenu : désormais, ce sera une voie à double sens. C'est l'objectif du PABS : l'équité fondamentale et la réciprocité. Du moins s'ils parviennent à un accord dans les mois à venir.

L'administration Trump n'a toutefois pas attendu le résultat. Elle a retiré les États-Unis de l'OMS (et des négociations du PABS), fermé l'USAID, créant ainsi une situation mortelle de pénurie financière, puis a fait une « offre qu'ils ne peuvent refuser » : l'aide financière peut reprendre, mais uniquement pour les pays qui sont prêts à donner aux États-Unis plus que ce que le PABS aurait jamais pu fournir, et pour un rendement moindre.

Nous ne disposons pas d'informations suffisantes sur le contenu des [15 accords bilatéraux](#) signés à ce jour entre des pays africains et les États-Unis pour en évaluer les conséquences à long terme. Nous savons toutefois, grâce aux négociations avec [le Kenya](#), que les États-Unis souhaitaient conclure un « accord de partage d'échantillons », ce que le Kenya a refusé.

Et soudain, les pays européens (et d'autres pays à revenu élevé) sont confrontés à la perspective que les vaccins destinés à lutter contre la prochaine pandémie soient développés et produits uniquement aux États-Unis. Si les droits de douane ne convainquent pas les entreprises pharmaceutiques de transférer leurs capacités de développement de vaccins aux États-Unis, l'accès aux informations nécessaires pourrait le faire. (*« Heureusement », nous pouvons encore compter sur la position [anti-vaccins](#) de l'administration Trump pour maintenir une partie de ces capacités dans des endroits où les vaccins sont plus appréciés.*)

L'Europe serait-elle donc en train de goûter à sa propre médecine ? Nous n'en sommes pas encore là, mais nous pourrions y arriver plus tôt que nous ne le souhaiterions. Le comportement des pays européens consistant à accumuler des vaccins pendant la pandémie n'a peut-être pas constitué une violation flagrante du droit international – même si l'engagement en faveur de la collaboration et de l'assistance internationales prévu à l'article 44 du [Règlement sanitaire international](#) aurait justifié un comportement plus généreux –, mais il s'agissait certainement d'un exemple de « la loi du plus fort » (sur le plan économique). Tant que les États-Unis faisaient partie de l'équipe occidentale, la « loi du plus fort » était une façon supportable – bien que quelque peu inconvenante – de gérer les affaires mondiales, du moins du point de vue européen. Mais soudain, elle semble beaucoup moins attrayante.

Depuis une dizaine d'années, ma première résolution pour la nouvelle année est de me forcer à toujours chercher le bon côté des choses. Mais d'année en année, cela devient de plus en plus difficile. Cette année, j'espère voir émerger une « coalition des réticents » : des personnes et des pays qui ne sont pas disposés à troquer le régime unipolaire (antérieur) de la « loi du plus fort » contre un régime multipolaire de la « loi du plus fort ».

Et maintenant, j'espère que les personnes qui me représentent dans les négociations du PABS adopteront, dans un avenir proche, une position moins « la loi du plus fort » que [ce qui semble être le cas actuellement](#)...

Faits marquants de la semaine

Structure de la section « Faits marquants »

- Préparation de la réunion du Conseil exécutif de l'OMS (2-7 février)
- Préparation du Forum de Davos
- Accords bilatéraux en matière de santé entre les États-Unis et les pays africains et stratégie « America First Global Health »
- Repenser la santé mondiale, la coopération internationale, le multilatéralisme, le développement...
- Plus d'informations sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale

- Justice/réforme fiscale mondiale, crise de la dette, espace budgétaire...
- Couverture sanitaire universelle et soins de santé primaires
- Ressources humaines pour la santé
- Trump 2.0
- PPPR
- Mpox
- En savoir plus sur les urgences sanitaires
- MNT et déterminants commerciaux de la santé
- Santé mentale
- Accès aux médicaments, vaccins et autres technologies de santé
- Décoloniser la santé mondiale
- Santé planétaire
- Conflits/guerres et santé
- Plus de rapports et d'articles de la semaine
- Divers

Préparation de la réunion du Conseil exécutif de l'OMS (2-7 février)

<https://www.who.int/about/governance/executive-board/executive-board-158th-session>

Dans quelques semaines.

Principaux documents : https://apps.who.int/gb/e/e_eb158.html

HPW - Les États membres vont discuter du retrait des États-Unis de l'OMS, le non-paiement des cotisations constituant une violation de l'accord

<https://healthpolicy-watch.news/member-states-to-discuss-us-withdrawal-from-who-as-failure-to-pay-fees-violates-agreement/>

« La date et les modalités du retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont une « question ouverte » qui doit être discutée par les États membres, selon Steven Solomon, conseiller juridique de l'organisation. En effet, les États-Unis n'ont pas payé leurs cotisations à l'OMS pour l'année écoulée, en violation d'un accord conclu avec l'organisation en 1948. Selon les termes de cet accord, les États-Unis doivent donner un préavis d'un an à l'OMS et payer l'intégralité de leurs cotisations pour cette année avant de se retirer. »

« Mardi prochain, le 20 janvier, marquera le premier anniversaire de l'annonce par le président américain Donald Trump du retrait des États-Unis de l'OMS. Mais alors que le délai de préavis d'un an est écoulé, les États membres doivent discuter de la manière de traiter le non-paiement des cotisations des États-Unis. Cette discussion aura lieu lors de la réunion exécutive du mois

prochain et lors de l'Assemblée mondiale de la santé en mai, a déclaré Solomon lors d'une conférence de presse mardi... »

PS : « **Dans le même temps, le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a appelé les États-Unis à rester dans l'OMS**, affirmant qu'il n'était pas sûr pour les États-Unis ni pour le monde qu'ils se retirent de l'organisation... »

Et : « ... Tedros a déclaré qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une question d'argent, ajoutant que l'OMS disposait d'environ 75 % du budget dont elle avait besoin pour l'exercice biennal 2026-2027... »

G2HC - Perspectives de la société civile avant la 158e session du Conseil exécutif de l'OMS

<https://g2h2.org/posts/series-of-public-briefings-and-policy-debates-hosted-by-the-geneva-global-health-hub-g2h2-online-19-23-january-2026/>

Série de débats politiques organisés par le Geneva Global Health Hub (G2H2), du 19 au 23 janvier 2026, avant la réunion EB158.

Andrew Harmer - Tout commence par un E... EB158

<https://andrewharmer.org/2026/01/14/everything-starts-with-an-e-b158/>

Comme chaque année en janvier, « **quelques réflexions rapides sur le rapport du Conseil exécutif concernant le financement de l'OMS : EB158/32** ». Selon les mots de Harmer : « Plus intéressant qu'il n'y paraît ! »

Harmer écrit à propos des documents du CE qui se concentrent spécifiquement sur le budget-programme de l'OMS.

Et conclut après une analyse approfondie : « ... Je voudrais faire quelques **observations préliminaires**. Premièrement, **l'OMS va avoir du mal à financer intégralement son budget-programme 2026-2027, car la plupart des solutions faciles ont déjà été mises en œuvre**. Deuxièmement, **les États membres doivent honorer leur engagement à financer les 20 % supplémentaires de contributions mises en recouvrement**. Troisièmement, **nous devons surveiller de près le financement du personnel, car il reste encore un écart important à combler**. Et quatrièmement, **en réfléchissant au soutien de GAVI en 2024-2025, on peut se demander si et dans quelle mesure l'OMS pourra continuer à compter sur son soutien au cours des deux prochaines années**. Tedros a dû pousser un énorme soupir de soulagement en apprenant cette semaine que [le Sénat et la Chambre des représentants américains avaient inclus](#) le financement [de GAVI](#) dans leur projet de loi sur les crédits d'aide étrangère pour 2026. Mais on peut soupçonner que l'histoire ne s'arrête pas là... »

À l'approche de Davos

Via [Climate Change News](#) – [À l'approche de Davos, le climat descend dans la liste des préoccupations urgentes de l'élite mondiale](#)

« En novembre, le [Financial Times](#) a rapporté que, afin de persuader Trump de participer, les organisateurs du WEF avaient donné l'assurance que les sujets « à la mode » tels que le changement climatique et le financement du développement international ne seraient pas trop présents lors du forum... »

Rapport sur les risques mondiaux 2026 : les risques géopolitiques et économiques augmentent dans une nouvelle ère de concurrence

<https://www.weforum.org/press/2026/01/global-risks-report-2026-geopolitical-and-economic-risks-rise-in-new-age-of-competition/>

« La confrontation géoéconomique apparaît comme le principal risque mondial pour 2026, gagnant huit places dans les perspectives à deux ans, alors que les risques économiques augmentent le plus rapidement à court terme, le ralentissement économique et l'inflation gagnant tous deux huit places par rapport à l'année précédente. L'inquiétude liée à l'IA monte en flèche, tandis que les risques environnementaux ont reculé dans le classement à court terme. Les perspectives mondiales restent incertaines : la moitié des experts s'attendent à des perspectives mondiales turbulentes ou orageuses ; seulement 1 % anticipe une accalmie. »

- Couverture également via [The Guardian](#) : [Les conflits économiques \(c'est-à-dire la confrontation géoéconomique\) constituent le plus grand risque mondial, selon une enquête du WEF](#)

« Les phénomènes météorologiques extrêmes et la perte de biodiversité sont identifiés comme les plus grandes menaces mondiales sur une période de 10 ans. »

En effet : « ... À plus long terme (10 ans), les risques les plus graves identifiés dans l'enquête du WEF sont tous liés à l'urgence climatique. Les « phénomènes météorologiques extrêmes » arrivent en tête de liste, suivis par la « perte de biodiversité et l'effondrement des écosystèmes » et les « changements critiques des systèmes terrestres »... ».

« Contrairement aux perspectives à deux ans, où ces risques ont reculé dans le classement, la nature existentielle des risques environnementaux signifie qu'ils restent les priorités absolues pour la prochaine décennie », indique le rapport... » *(J'espère que les partisans d'une refonte de la santé mondiale y prêteront attention...)*

Accords bilatéraux en matière de santé entre les États-Unis et les pays africains et stratégie « America First Global Health »

Au 14 janvier, on dénombre [15](#) accords sanitaires.

HPW – Accords de décembre : les États-Unis signent des accords bilatéraux en matière de santé avec 14 pays africains, à quelques exceptions près

<https://healthpolicy-watch.news/december-deals-us-signs-bilateral-health-agreements-with-14-african-countries/>

(9 janvier) « **Au cours du mois de décembre, les États-Unis ont signé des accords bilatéraux de coopération sanitaire avec 14 pays africains**, définissant les paramètres de l'aide en échange d'informations rapides sur les nouvelles épidémies – et, dans certains cas, conclus parallèlement à des accords commerciaux avantageux pour les entreprises américaines. **Les quatorze pays, classés par ordre de signature des accords, sont les suivants : Kenya, Rwanda, Liberia, Ouganda, Lesotho, Eswatini, Mozambique, Cameroun, Nigeria, Madagascar, Sierra Leone, Botswana, Éthiopie et Côte d'Ivoire.** »

Les accords de subvention doivent encore être élaborés à partir des protocoles d'accord (MOU), qui se caractérisent par des objectifs vagues en matière de lutte contre les maladies et des conditions strictes de partage des agents pathogènes... L'Afrique du Sud, la Tanzanie et la République démocratique du Congo (RDC) sont notablement absentes, alors que ces pays, qui ont tous un fardeau élevé en matière de maladies, recevaient auparavant des subventions importantes dans le cadre du Plan présidentiel américain d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR). ... »

Avec quelques **analyses par pays**.

PS : « Tous les accords ont une durée de plus de cinq ans et offrent aux entreprises américaines la possibilité de fournir un soutien logistique, des données et une aide à la chaîne d'approvisionnement. **Les protocoles d'accord ont été conclus à la hâte, car le financement relais du PEPFAR pour les pays arrive à expiration en mars, et les nouveaux protocoles d'accord sont censés entrer en vigueur le 1er avril. Cependant, des protocoles d'accord doivent encore être conclus avec de nombreux pays qui faisaient auparavant partie du PEPFAR, tandis que les 14 protocoles d'accord signés doivent être traduits en contrats concrets...** »

KFF Tracker : America First MOU Bilateral Global Health Agreements

<https://www.kff.org/global-health-policy/kff-tracker-america-first-mou-bilateral-global-health-agreements/>

Une ressource très utile.

« ... **Ce tracker fournit un aperçu des [14] protocoles d'accord signés à ce jour.** Les données sont basées sur les communiqués de presse publiés par le Département d'État, car les détails spécifiques fournis dans les protocoles d'accord (c'est-à-dire les domaines du programme, la répartition financière, les accords de partage de données ou d'échantillons, etc.) ne sont pas encore accessibles au public (voir [Méthodes](#) pour plus d'informations). **Ce tracker sera mis à jour à mesure que les accords seront signés et que davantage de données seront disponibles...** ».

NYT - Les États-Unis réduisent leur aide sanitaire et la conditionnent au financement promis par les gouvernements africains

<https://www.nytimes.com/2026/01/15/health/health-agreements-us-africa.html>

« L'administration Trump a **signé des accords pour un montant de 11 milliards de dollars.** »

Extraits : « ... **Le nouveau mode d'aide sanitaire de l'administration diffère considérablement du modèle de financement précédent. Désormais, le soutien américain est conditionné à un engagement de cofinancement de la part du pays partenaire.** Washington accordera par exemple environ 2 milliards de dollars au Nigeria sur cinq ans si le gouvernement nigérian augmente son budget actuel de santé de 3 milliards de dollars pendant cette période. **Dans de nombreux cas, les nouveaux engagements pris par les gouvernements représentent une forte augmentation de leurs dépenses de santé, et on ne sait pas clairement, dans les pays dont l'économie est chancelante et qui sont lourdement endettés, d'où proviendront ces fonds...** » (exemple : Malawi)

« **Les accords ont été négociés dans des délais très courts et avec une transparence limitée.** Au Cameroun, les responsables des principaux départements gouvernementaux chargés de la santé n'étaient même pas sûrs que des négociations étaient en cours jusqu'à ce qu'ils apprennent qu'un accord avait été signé. Au Kenya, l'accord a été négocié avec le Trésor kenyan, et les hauts responsables du ministère de la Santé n'en ont pris connaissance qu'après sa signature... »

Emily Bass – Les projets d'outils de planification de l'aide étrangère américaine donnent la priorité à l'Amérique et relèguent au second plan l'impact sur la santé

[Les projets d'outils de planification de l'aide étrangère américaine donnent la priorité aux États-Unis et relèguent l'impact sur la santé au second plan](#)

« C'est bon, mec. Je ne t'en veux pas. »

Une analyse à lire absolument.

« La série d'outils de planification et de documents explicatifs qui seront déployés dans les prochaines semaines pour les pays bénéficiant d'un financement dans le cadre de la stratégie America First Global Health Strategy **donne la priorité aux intérêts américains et accorde peu d'attention aux stratégies visant à sauver des vies et à préserver l'impact sur la santé.** Soumis pour approbation à la fin de la semaine dernière, les versions des outils et des documents que j'ai examinées renforcent la **nouvelle réalité de l'aide étrangère américaine en matière de santé : l'extraction et la transaction ont remplacé la destruction et le désengagement...** »

« ... **Que ces accords pillent, ravagent et brûlent, ou préservent, renforcent et soutiennent, cela dépend entièrement de la société civile africaine, des communautés touchées, des prestataires de services et des responsables gouvernementaux.** À ces personnes, je dis : je suis convaincu que le sort des êtres humains dont la santé et la vie dépendent de la manière dont cet argent est dépensé est entièrement entre vos mains... »

« ... Les **documents que j'ai examinés montrent clairement que leur achèvement ne garantit en rien l'élaboration d'une stratégie détaillée.** En effet, une stratégie ne sera possible que si les plans sont élaborés par une coalition inclusive et multipartite d'acteurs africains – comprenant la société civile, les communautés touchées, les chefs religieux, les prestataires de services non

gouvernementaux, le secteur privé et les partenaires gouvernementaux – qui refusent la tyrannie des faibles attentes des États-Unis.

... Dans cet article, j'aborde les thèmes suivants :

- Les orientations de l'accord de mise en œuvre concernant les récits stratégiques
- Les orientations de l'accord de mise en œuvre concernant les conditions préalables à l'achat de produits non fabriqués aux États-Unis
- Aperçu du processus de mise en œuvre + protocoles d'accord disponibles + modèle d'accord de mise en œuvre sur les entités susceptibles de recevoir des fonds le 1er avril 2026... »

Consultez les conclusions. Entre autres, concernant le dernier point : Bass distingue une « **approche mesurée et sensée des transitions financières** ».

- Mais voir également un **article de blog complémentaire d'Emily Bass** – [La conseillère scientifique en chef du Bureau de la sécurité sanitaire mondiale et de la diplomatie répond aux préoccupations concernant le processus de protocole d'accord](#)

« Aujourd'hui, Mike Reid, directeur scientifique du Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) au Bureau de la sécurité sanitaire mondiale et de la diplomatie du département d'État américain, a publié une réponse détaillée à ma récente mise à jour sur la stratégie américaine en matière de santé mondiale « America First » **sur son substack personnel, « With and For »**. ... Sa réponse offre un **aperçu extrêmement précieux de la réflexion d'un professionnel chevronné** dont le mandat au sein du PEPFAR couvre la période avant et après les changements mis en œuvre par l'administration Trump. **Il explique comment il envisage la période 2025-2026 et revient sur les processus du passé... »**.

Telegraph – Du cuivre contre des médicaments contre le VIH : les coulisses du nouveau commerce humanitaire de Trump

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/climate-and-people/copper-for-hiv-drugs-inside-trumps-new-aid-trade/>

« Au moins 14 nouveaux accords entre pays ont été signés dans le cadre d'une relance « America First » des énormes dépenses d'aide internationale de Washington ». Avec également quelques **analyses et citations d'experts**.

PS : « ... **Les États-Unis ont déjà utilisé l'aide comme monnaie d'échange**, mais selon certaines sources, la nouvelle approche semble de plus en plus ouverte et a commencé par le retrait de l'aide. **L'administration Biden a discrètement signé des accords bilatéraux avec 50 pays riches en agents pathogènes, dont le Nigeria et la République démocratique du Congo, dans le cadre d'un investissement de 1,2 milliard de dollars dans la biosécurité. Ils ont reçu une aide en échange de l'accès aux données sur les agents pathogènes... »**.

- Et un **tweet de Kalypso Chalkidou** (cité dans [Development Diaries](#)) :

« À mesure que de nouveaux accords sont signés et annoncés, **le succès ne doit pas être mesuré à l'aune de l'importance des enveloppes financières ou du nombre de protocoles d'accord, mais à celle de l'amélioration de la santé, de la sécurité et de la protection des citoyens ordinaires.** »

Devex (Opinion) - Les citoyens paieront le prix des données de santé utilisées comme monnaie d'échange en Afrique

J W D'Anjou et al ; <https://www.devex.com/news/citizens-will-pay-the-price-of-health-data-as-a-bargaining-chip-in-africa-111686>

« L'accord de 2,5 milliards de dollars conclu entre le Kenya et les États-Unis dans le domaine de la santé n'est pas unique : **au moins 13 pays ont conclu des accords similaires, échangeant des données de santé contre des financements. Lorsque les citoyens perdent le contrôle de leurs données, ils perdent leurs avantages et leur pouvoir d'action.** »

KFF (Brief) – La stratégie américaine « America First » en matière de santé mondiale et les achats groupés

J Kates ; <https://www.kff.org/global-health-policy/the-america-first-global-health-strategy-and-pooled-procurement/>

« **Que savons-nous des mécanismes d'approvisionnement groupé existants ?** »

« ... Pour soutenir cette transition, **les États-Unis mettront en place ou contribueront à un ou plusieurs mécanismes d'approvisionnement groupé, marquant ainsi une rupture avec la pratique actuelle selon laquelle la plupart des produits sont fournis par les États-Unis par le biais de leurs propres canaux autonomes et gérés, avec un soutien limité aux entités d'approvisionnement groupé externes. La décision des États-Unis de créer un nouveau mécanisme d'approvisionnement groupé ou de se tourner vers ceux qui existent déjà sera un point décisif pour l'avenir.** Afin d'éclairer cette décision, nous avons examiné huit mécanismes d'approvisionnement groupé mondiaux et régionaux afin d'identifier leurs principales caractéristiques, notamment leur longévité opérationnelle, leur portée géographique, la gamme de produits proposés, le fait que les États-Unis utilisent déjà ou non le mécanisme, et d'autres éléments. Comme le montre cette étude, il existe plusieurs plateformes d'approvisionnement groupé qui ont une longévité importante, une large portée géographique, offrent une gamme de produits, permettent l'accès à des pays qui ont cessé de bénéficier du soutien des donateurs et auxquelles les États-Unis participent déjà à des degrés divers. Il en existe également d'autres dont la portée est plus limitée ou auxquelles les États-Unis ne participent pas... ».

TGH - Un an après l'USAID, le financement mondial de la santé reste dans l'incertitude

A Krugman ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/one-year-post-usaid-global-health-funding-stuck-in-limbo>

Point de vue de l'IHME. « **Les estimations de fin d'année reflètent l'évolution du financement mondial de la santé en 2025.** »

« ... Après avoir obtenu de nouvelles données provenant des subventions résiliées de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et des budgets des donateurs non américains en juillet, l'**Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME)** a mis à jour ses **estimations préliminaires en novembre afin de dresser un tableau plus clair de l'évolution du financement mondial de la santé. Les chercheurs de l'IHME ont constaté que de nombreux pays se trouvaient dans une situation d'incertitude en matière de financement.** « À mesure que nous obtenons plus d'informations, les coupes sont plus importantes que prévu, et non moins importantes », a déclaré **Joe Dieleman, responsable du suivi des ressources à l'IHME. Les pays bénéficiaires prévoient d'augmenter leur financement, soit par le biais d'accords bilatéraux, soit par des dépenses nationales prévues, mais ils disposent de peu de moyens concrets pour maintenir les programmes actuels... »**

« **Dans l'ensemble, les pays africains ont encore été les plus touchés en termes de perte totale en dollars, et les programmes de lutte contre le VIH/sida ont encore perdu la plus grande partie de leur financement.** « **En termes absolus, il s'agit d'un problème qui touche l'Afrique subsaharienne** », selon Angela Apeagyei, qui surveille le financement national de la santé pour l'IHME... ».

Mais poursuivez votre lecture. Également sur les accords bilatéraux en matière de santé.

Repenser la santé mondiale, la coopération internationale, le multilatéralisme, le développement...

Nature Health (Actualités) – Qui paiera pour la santé mondiale ?

<https://www.nature.com/articles/s44360-025-00019-4>

À lire absolument ! « Les coupes budgétaires drastiques de l'aide américaine offrent l'occasion de repenser la santé mondiale, **les dirigeants africains traçant une nouvelle voie vers l'autonomie.** »

Retour sur le **Sommet sur la souveraineté sanitaire en Afrique** qui s'est tenu à Accra le 5 août 2025.

« **Le sommet d'Accra** s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large visant à réécrire les règles de la santé mondiale, en s'éloignant du modèle colonialiste dans lequel les nations riches finançaient et dirigeaient les programmes dans les pays pauvres pour passer à un nouveau modèle de financement durable de la santé au niveau national. **Mais cette transformation nécessite une volonté politique à travers toute l'Afrique et l'engagement des présidents et des premiers ministres...** »

Citation : « ...**Vincent Okungu, économiste de la santé à l'université de Nairobi au Kenya, affirme que le financement durable de la santé au niveau national nécessitera une approche mixte, comprenant des régimes d'assurance maladie sociale et la collecte de fonds au sein des pays, grâce à des taxes sur les produits tels que le sucre, l'alcool et le tabac...** ».

Avec également des citations importantes de **Magda Robalo, Catherine Kyobutungi, Olusoji Adeyi, Keith Martin** et d'autres.

- À ce sujet, voir également dans **Nature Health – [L'opportunité dans la crise mondiale du financement de la santé](#) (par le Dr Tedros)**

« Les pays peuvent sortir de leur dépendance à l'aide étrangère pour entrer dans une nouvelle ère d'autonomie durable, fondée sur leurs ressources nationales. » Citant même Einstein :) « Einstein a dit : « Au milieu de l'adversité se cache une grande opportunité. »

Éditorial du BMJ - Résolutions du Nouvel An pour l'urgence climatique

<https://www.bmj.com/content/392/bmj.s25>

Voir également la newsletter IHP de la semaine dernière. **Ce n'est pas encore une priorité absolue, d'après ce que je peux voir, parmi les nombreux exercices de réimagination du GH, mais je continue de penser que cela devrait l'être.**

« Comment relever les grands défis en matière de santé et de bien-être ? Bienvenue dans le **numéro spécial du BMJ consacré aux résolutions**. Notre objectif est de commencer chaque année par une série de courts essais sur l'un de ces grands défis. **Inévitablement, et de manière urgente, l'urgence climatique est au centre de notre toute première série de résolutions pour la nouvelle année... ».**

- L'un des articles clés : [**La prospérité comme santé : pourquoi nous avons besoin d'une économie de soins pour un avenir viable**](#) (par T. Jackson)

« À quoi peut ressembler une véritable prospérité sur une planète aux ressources limitées ? La réponse qui revient sans cesse, de la sagesse des âges à la sagesse populaire, est **que la prospérité est avant tout une question de santé : notre propre santé, celle de notre famille, de nos amis et de notre communauté, et enfin celle de la planète**. Comme l'affirmait Ralph Waldo Emerson il y a un siècle et demi, la première et la plus grande richesse est la santé ; sans santé, il n'y a pas de richesse... »

« **Le rôle du gouvernement dans ce processus [...]** consiste en partie à superviser et en partie à répartir. Il doit régulièrement mesurer ce qui importe, réguler les déséquilibres, limiter les excès et encourager un investissement judicieux des ressources nécessaires pour assurer la santé de la population. **En d'autres termes, il doit remplacer le mythe de la croissance par une éthique du soin, où le soin a une signification très précise. Les soins ne sont pas simplement un sous-secteur de l'économie ou un luxe que nous ne pouvons nous permettre que grâce à la croissance. Ils ne doivent pas non plus être considérés comme un argument spécial dans la lutte pour la supériorité morale. Ils doivent plutôt constituer un principe organisateur fondamental de la vie économique, tout comme ils le sont pour la vie organique. Une force réparatrice dont le rôle est de nous ramener continuellement à l'équilibre... »**

Université de Bath - Le changement climatique détruit notre capacité à gouverner dans l'intérêt de la santé et de l'équité. Les entreprises nuisibles à la santé en tirent profit.

D Hunt ; <https://blogs.bath.ac.uk/iprblog/2026/01/13/climate-change-is-wrecking-our-ability-to-govern-for-health-and-equity-health-harming-corporations-are-capitalising/>

Blog lié à un **nouvel article de Daniel Hunt et Britta Matthes, Safeguarding governance and advancing policy at the nexus of climate and health: a commercial determinants of health perspective** (Préserver la gouvernance et faire progresser les politiques à la croisée du climat et de la santé : une perspective des déterminants commerciaux de la santé).

Quelques extraits :

« **Pourquoi les « hôpitaux verts » ne suffisent pas – à la recherche d'une nouvelle approche pour gouverner les politiques de santé et climatiques... ».**

« ... Dans notre recherche de nouvelles façons d'aborder les normes en matière d'élaboration des politiques de santé et de climat, et afin de comprendre comment la réflexion sur les déterminants commerciaux de la santé pourrait aider à apporter un éclairage nouveau sur la réflexion en matière de politiques climatiques et sanitaires, **notre article a exploré deux questions : comment le changement climatique a-t-il des effets déstabilisateurs intermédiaires sur les systèmes de gouvernance nécessaires à la santé et à l'équité en matière de santé ? Et par conséquent, comment les acteurs commerciaux qui ne sont pas en phase avec la cause de la santé pourraient-ils aggraver ou exploiter ces conditions de gouvernance déstabilisées ?... »**

« ... **Une refonte fondamentale de la « gouvernance pour la santé »** : en associant le changement climatique et les déterminants commerciaux de la santé comme des menaces sérieuses pour le fonctionnement politique, **nous soulignons que les gouvernements pourraient devoir repenser fondamentalement ce qu'ils entendent par « gouvernance pour la santé »**. Dans les mois et les années à venir, la question n'est pas de savoir si le changement climatique continuera à nuire à la santé – ce sera le cas –, mais comment nous devons envisager le changement climatique et ses moteurs commerciaux lorsque les responsables politiques gouvernent pour la santé. Élargir nos horizons pourrait nous permettre de trouver de nouvelles solutions. **La gouvernance sera-t-elle proactive, ouverte et transformatrice ? Ou sera-t-elle chaotique, réactive et incapable de saisir les réformes structurelles dont nous avons désespérément besoin ?** La réponse aura des conséquences profondes pour les politiques publiques. Le découvrir est la tâche urgente de notre époque... ».

Bill Gates - Optimisme avec notes de bas de page

https://www.gatesnotes.com/work/save-lives/reader/the-year-ahead-2026?WT.mc_id=20260109_TYA-2026_BG-LI

Sa lettre annuelle. « **Alors que nous entamons l'année 2026, je réfléchis à la manière dont l'année à venir nous préparera pour les décennies à venir. »**

« ... Mes amis et collègues me demandent souvent comment je reste optimiste à une époque où les défis sont si nombreux et la polarisation si forte. Ma réponse est la suivante : **je reste optimiste parce que je vois ce que l'innovation accélérée par l'intelligence artificielle va apporter. Mais ces derniers temps, mon optimisme s'accompagne de notes de bas de page... »**

Gates énumère **trois « réserves »** en particulier.

CSIS (podcast) - Dr Chris Murray, IHME : La « Commission des commissions ».

<https://www.csis.org/podcasts/commonhealth/dr-chris-murray-ihme-commission-commissions>

« Pas seulement les pandémies, les guerres et le climat... »

« Le Dr **Chris Murray, IHME, copréside la Commission Lancet sur les menaces mondiales pour la santé au XXI^e siècle, qui publiera son rapport en février lors de la Conférence de Munich sur la sécurité.** Il s'agit de la « **Commission des commissions** », une initiative novatrice et très ambitieuse sur trois ans visant à prévoir les problèmes les plus importants et les plus coûteux en adoptant une vision élargie et non traditionnelle. **Elle se concentre sur 16 facteurs, plus l'hypertension, qui devraient chacun coûter plus d'un milliard d'années de vie au cours des 75 prochaines années.** Parmi ceux-ci figurent les trois grands facteurs bien connus que sont les pandémies, le climat et les conflits, mais aussi d'autres facteurs qui occupent une place étonnamment importante : l'éducation, les inégalités et la faible croissance économique, l'obésité, le tabac et la résistance aux antimicrobiens. Il faut également tenir compte d'un facteur imprévisible tel que l'utilisation malveillante de l'IA. « Nous avons exclu les météores » et la vie extraterrestre, cette dernière étant trop précoce pour être incluse. La Commission préconise un examen annuel continu et un investissement accru des gouvernements dans des solutions technologiques innovantes prometteuses et dans la mise en place de systèmes de santé mieux préparés aux menaces... ».

En d'autres termes, l'accent est mis sur les **75 prochaines années**.

*PS : J'ai écouté la moitié du podcast, et même si cette commission semble très intéressante, j'ai également eu l'impression que la conclusion sur **l'urgence climatique** (très grave, certes, mais seulement l'une des 16-17 « grandes menaces » de ce siècle) sera très pratique pour « les pouvoirs en place » qui se réunissent à la conférence de Munich sur la sécurité – et qui souhaitent largement maintenir le statu quo en ce qui concerne le système économique mondial.*

Policy Center for the New South - Crise ou opportunité ? Des poches de multilatéralisme efficace dans un monde polycentrique

Len Ishmael, S Klingebiel, A Sumner ; <https://www.policycenter.ma/publications/crisis-or-opportunity-pockets-effective-multilateralism-polycentric-world>

« Cet article s'interroge sur la manière dont il convient d'appréhender la situation actuelle : s'agit-il d'une **crise ou d'une opportunité**, et à quoi ressemble une coopération viable dans un monde polycentrique ? Nous nous appuyons sur la **conférence de Séville de 2025 sur le financement du développement** pour étayer notre réflexion. Dans ce contexte, nous affirmons qu'un **nouveau multilatéralisme géré et axé sur des questions spécifiques est en train d'émerger, organisé autour de « poches d'efficacité », ou de coalitions limitées et partageant les mêmes idées qui travaillent sur des tâches concrètes.** Si le multilatéralisme universel devrait rester difficile à mettre en œuvre, une coopération pratique est envisageable sur certaines questions. Si « qui » désigne des coalitions de pays partageant les mêmes idées, alors « comment » le nouveau multilatéralisme se trouve dans ces « poches ».

L'avenir du « développement » – et IDS@60

Ian Scoones ; <https://zimbabwe.wordpress.com/2026/01/12/the-future-of-development-and-ids60/>

« La vision du développement des années 1960 était souvent paternaliste et condescendante, à l'instar de nombreuses pratiques de développement/d'aide depuis lors. Le développement tel qu'il était imaginé à l'époque aurait dû disparaître depuis longtemps. Mais **comment repenser l'idée de développement – une vision progressiste du changement qui s'oppose au pouvoir et aux privilèges et recherche des alternatives ?** Alors que [l'Institut d'études du développement](#) célèbre son 60e anniversaire, quel est l'avenir du « développement » ?... »

Ian Scoones vaut toujours la peine d'être lu. Voici quelques réflexions intéressantes.

Politique mondiale - Politique mondiale de développement et nouveau désordre mondial : le choc à haute tension provoqué par l'administration Trump

A Sumner & S Klingebiel ; <https://www.globalpolicyjournal.com/blog/15/01/2026/global-development-policy-and-new-world-disorder-trump-administrations-delivery>

« Andy Sumner et Stephan Klingebiel évaluent comment la décision du président Trump de quitter 66 organisations internationales s'inscrit dans la continuité des efforts de l'administration pour redéfinir le champ d'action de la politique de développement mondial. »

Selon eux, cela s'inscrit **dans la nouvelle ligne de conduite de Washington.**

Ils **explorent également ce que d'autres acteurs peuvent/devraient faire.**

Ils concluent : « ... **Que restera-t-il alors de la politique de « développement » des États-Unis ?** Une infrastructure de développement subsiste, mais avec un mandat renouvelé axé sur les retombées géoéconomiques. **La Millennium Challenge Corporation et la US Development Finance Corporation semblent jouer un rôle central**, car elles s'alignent toutes deux sur la concurrence stratégique, les minéraux critiques et le financement orienté vers le secteur privé. Il s'agit d'un passage d'approches axées sur les subventions à des instruments d'investissement et des accords qui s'inscrivent parfaitement dans le cadre de la sécurité nationale « America First ».

Que devraient donc faire les autres ensuite ? Les décideurs européens doivent articuler une contre-stratégie plus claire, fondée sur un engagement explicite en faveur du développement durable mondial et des partenariats crédibles avec les pays du Sud. Ce programme ne peut se contenter d'une défense rhétorique du multilatéralisme. Il nécessite des choix institutionnels, des financements prévisibles et des alliances qui s'étendent au-delà de l'Europe, notamment avec des partenaires partageant les mêmes idées et des puissances moyennes. »

Forum sur la politique scientifique - Une approche fondée sur la théorie du changement pour renforcer le programme de développement durable après 2030

<https://www.science.org/doi/10.1126/science.adz5704>

« Une meilleure approche est nécessaire pour évaluer l'**impact potentiel et la faisabilité** des propositions. »

« À l'approche de l'échéance de 2030 pour les objectifs de développement durable (ODD) et alors que les progrès restent limités, les chercheurs proposent des mesures visant à améliorer le prochain programme pour l'après-2030 afin d'en renforcer la mise en œuvre. Dans la perspective d'autres propositions à venir, nous préconisons une approche systématique pour aider les chercheurs et les décideurs politiques à les concevoir et à les évaluer. Cela nécessite une théorie du changement qui explique comment et pourquoi les propositions amélioreront la mise en œuvre du prochain programme, tout en tenant compte de leur faisabilité politique. **Nous commençons par construire une théorie implicite du changement qui sous-tend l'actuel programme 2030 afin de réexaminer le fonctionnement prévu des ODD et d'identifier les principales réussites et les principaux échecs. Nous proposons ensuite une approche pour évaluer les propositions avancées afin d'améliorer le programme pour l'après-2030 sur la base de leur impact et de leur faisabilité. »**

ECDPM (Commentaire) - L'Europe et le programme pour l'après-2030 : un appel à l'action

E Sheriff ; <https://ecdpm.org/work/europe-and-post-2030-agenda-call-action>

Très intéressant. « **La nouvelle année a démarré en fanfare, mais pas de manière très réjouissante pour le multilatéralisme**, marquée par l'action menée par Trump aux États-Unis au Venezuela et les menaces envers le Groenland. ... **Dans ce contexte, parler de l'agenda pour le développement durable après 2030 peut sembler quelque peu ridicule.** [Les recherches de l'ECDPM](#) ont montré que les **objectifs de développement durable (ODD) ne sont plus le moteur des priorités de l'Europe en matière de coopération internationale** (voir diagramme 1). **Pourtant, le futur programme mondial de développement durable pour l'après-2030 mérite notre attention en 2026, précisément en raison de l'instabilité internationale et des changements spectaculaires de l'ordre mondial... »**

« **L'engagement stratégique et coordonné de l'Europe en faveur d'un programme de développement durable pour l'après-2030 serait bénéfique tant sur le plan géopolitique que sur celui du développement durable mondial.** [...] Le programme mondial pour le développement durable prend officiellement fin en 2030. Au vu de la situation politique mondiale actuelle, rien ne garantit qu'il sera remplacé par un autre programme. [...] »

« **Si les délibérations officielles sur l'agenda pour le développement durable après 2030 devraient débiter à l'ONU en septembre 2027**, un engagement sérieux dépendra de la préparation en amont des leaders d'opinion, des instituts de recherche, des acteurs officiels et des ministères des Affaires étrangères, y compris des efforts visant à impliquer des partenaires au-delà de l'Europe. **Ce travail doit commencer en 2026, car il s'agit de la phase de négociation pré-officielle** au cours de laquelle les idées, les objectifs, les cibles et les indicateurs se concrétisent et où les domaines et les paramètres du possible sont explorés avant que le processus diplomatique plus structuré ne commence... »

PS : « ... **Quels sont donc les scénarios pour le programme post-2030 ?** Les scénarios pour le programme de développement post-2030 peuvent faire l'objet de débats sans fin et être élaborés de différentes manières, avec des résultats loin d'être certains. **L'ECDPM propose trois scénarios de base et un scénario plus complexe**, mais tous doivent être pris avec beaucoup de prudence et sont certainement en cours d'élaboration... ».

Plus d'informations sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale

Avec diverses mises à jour sur un certain nombre d'acteurs et d'entités mondiaux dans le domaine de la santé (et plus encore). Il est clair que certains ont plus d'argent que d'autres...

La Fondation Gates s'engage à verser la somme historique de 9 milliards de dollars par an et renforce sa gestion afin de maximiser l'impact de sa mission jusqu'à sa fermeture en 2045

<https://www.gatesfoundation.org/ideas/media-center/press-releases/2026/01/historic-annual-budget-to-accelerate-mission>

« **La fondation prévoit des dépenses de fonctionnement d'environ 14 % par an** afin de garantir que davantage de fonds soient consacrés aux programmes et aux personnes que nous servons. »

« **La Fondation Gates a annoncé aujourd'hui que son conseil d'administration avait approuvé un versement annuel historique de 9 milliards de dollars**, marquant l'aboutissement d'un plan quadriennal visant à atteindre un budget stable à ce niveau. L'augmentation des dépenses s'inscrit **dans le cadre de l'engagement de la fondation à accélérer sa mission avant sa fermeture prévue en 2045. En mai dernier, le président de la fondation, Bill Gates, a annoncé que la fondation investirait 200 milliards de dollars supplémentaires**, soit le double de ce qu'elle a dépensé au cours de ses 25 premières années, avant de fermer ses portes à la fin de 2045. L'accélération du financement et du calendrier aidera la fondation à **se concentrer sur trois objectifs principaux : 1) Aucune mère, aucun enfant, aucun bébé ne meurt d'une cause évitable ; 2) la prochaine génération grandit dans un monde exempt de maladies infectieuses mortelles ; et 3) des centaines de millions de personnes sortent de la pauvreté, mettant davantage de pays sur la voie de la prospérité.**

« **Environ 70 % du budget** est actuellement alloué à la réalisation des deux premiers objectifs qui englobent le travail de la fondation en matière de santé mondiale. ... »

- Voir également la couverture de l'AP - [La Fondation Gates dévoile un budget de 9 milliards de dollars et prévoit de réduire ses effectifs](#)

« La Fondation Gates a annoncé mercredi qu'elle dépenserait un montant record de 9 milliards de dollars en 2026, maximisant ses dépenses dans des domaines clés tels que la santé mondiale. **Dans le même temps, elle commencera à réduire ses effectifs de 500 personnes sur cinq ans...** ». « ...Le conseil d'administration a également approuvé une proposition visant à **plafonner les coûts de fonctionnement** (y compris le personnel, les salaires, les infrastructures nécessaires au fonctionnement de l'organisation, les installations et les frais de déplacement) à **1,25 milliard de dollars, soit environ 14 % du budget de la fondation**. Pour atteindre cet objectif, l'organisme subventionnaire supprimera jusqu'à 500 de ses 2 375 postes d'ici 2030, y compris certains postes vacants qui pourraient ne pas être pourvus... »

La Fondation Gates nomme de nouveaux membres au conseil d'administration et à l'équipe de direction et renforce le rôle de ses bureaux en Afrique et en Inde

[Fondation Gates](#) ;

« La **Fondation Gates** [...] a annoncé la nomination du **Dr Sri Mulyani Indrawati**, l'une des plus anciennes et premières femmes ministres des Finances d'Indonésie, ainsi qu'ancienne directrice générale et directrice des opérations de la Banque mondiale, **au sein de son conseil d'administration créé en 2022**. ... Le **Dr Indrawati** siègera aux côtés **des autres membres du conseil d'administration**, Ashish Dhawan, le Dr Helene Gayle, Strive Masiyiwa, Thomas J. Tierney, Suzman et Gates. La baronne Nemat (Minouche) Shafik est actuellement en congé pour remplir ses fonctions de conseillère économique en chef du Premier ministre britannique Sir Keir Starmer. ... »

« **Placer les régions et les pays au centre de la prise de décision** : la fondation a également annoncé la **création d'une nouvelle division Afrique et Inde (AIO)**, qui sera dirigée par Ankur Vora en tant que président de l'AIO, en plus de son rôle actuel de directeur de la stratégie. **La nouvelle division regroupe les bureaux nationaux de la fondation en Afrique et en Inde afin de renforcer la voix des régions et des pays dans la stratégie, la définition des priorités et l'exécution...** »

Times of India - Bill Gates verse 7,9 milliards à l'organisation à but non lucratif de Melinda Gates dans le cadre de l'un des plus importants transferts caritatifs jamais réalisés

[Times of India](#) ;

Les fonds ont été transférés fin 2024 à la **fondation Pivotal Philanthropies**. Ce transfert faisait partie de l'accord post-divorce.

UNU (document de travail) - L'effet Gates : fondations privées et évolution du financement des donateurs dans le domaine de la santé mondiale

S Ramachandran ; <https://www.wider.unu.edu/publication/gates-effect-private-foundations-and-donor-funding-shifts-global-health>

« ... Avec son influence financière et non financière croissante, la BMGF est en passe de devenir l'un des plus grands bailleurs de fonds de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), remettant en cause la domination des donateurs bilatéraux et multilatéraux traditionnels. Cette évolution soulève d'importantes questions sur la manière dont les autres donateurs réagissent à la présence de la Fondation. **Ce document aborde la question suivante : « Comment la présence de fondations privées telles que la BMGF influence-t-elle l'allocation des fonds d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux dans le domaine de la santé mondiale ? »**. À l'aide d'une méthodologie mixte, j'analyse 314 107 projets de santé uniques dans 143 pays et sur 21 ans, ainsi que des entretiens qualitatifs avec d'anciens employés de la BMGF et des experts en santé mondiale. **L'étude révèle un effet d'« entraînement », les donateurs bilatéraux et multilatéraux augmentant leur financement dans les mêmes domaines thérapeutiques et dans les mêmes pays en réponse à l'action de la BMGF.** L'effet d'entraînement est **le plus fort dans l'année qui suit immédiatement l'intervention de la BMGF**, puis diminue légèrement avec le temps. **J'identifie trois stratégies clés de la BMGF qui favorisent cet effet : (1) son volume de financement substantiel et son engagement stratégique au niveau national, qui incitent d'autres donateurs à suivre son exemple, (2) son approche de**

financement « multicanal », qui amplifie son influence auprès de diverses organisations, et (3) **son rôle au sein des conseils d'administration**, qui permet à la BMGF de définir des priorités de financement au-delà de ses contributions directes. »

AP - L'ONU déclare que les États-Unis ont « l'obligation légale » de financer les agences après le retrait de Trump de plusieurs d'entre elles

https://apnews.com/article/trump-united-nations-international-organizations-withdrawal-b97c82ba21c7da01fa554542f2b18d47?utm_source=copy&utm_medium=share

(de la semaine dernière). « **Le haut responsable des Nations unies a déclaré jeudi que les États-Unis avaient « l'obligation légale » de continuer à payer leurs cotisations qui financent les agences de l'ONU** après que la Maison Blanche a annoncé qu'elle [retirait son soutien](#) à plus de 30 initiatives menées par l'organisation mondiale. ... « Comme nous l'avons toujours souligné, **les contributions au budget ordinaire et au budget des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, telles qu'approuvées par l'Assemblée générale, constituent une obligation légale en vertu de la Charte des Nations Unies pour tous les États membres, y compris les États-Unis** », a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole de M. Guterres, dans un communiqué. »

PS : « ... Le budget ordinaire de l'ONU, qui finance ses opérations quotidiennes et ses activités principales, est financé par ses 193 États membres, chacun versant un pourcentage calculé en fonction de la taille de son économie. **Les États-Unis, première économie mondiale, sont censés payer 22 %**, suivis par la Chine, avec 20 %. Il existe un budget distinct pour financer les opérations de maintien de la paix de l'ONU, pour lesquelles les États-Unis sont tenus de payer 25 %. **Les responsables de l'ONU ont déclaré que les États-Unis n'avaient pas versé leurs contributions annuelles au budget ordinaire l'année dernière, une obligation prévue par la Charte des Nations unies. Un membre qui est en retard de paiement depuis deux années complètes perd son droit de vote à l'Assemblée générale.** « La charte n'est pas à la carte », a déclaré M. Dujarric. « Nous n'allons pas renégocier la charte. » **Les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU disposant d'un droit de veto — la Chine, la France, la Russie et le Royaume-Uni — ont payé la totalité de leur contribution. La Chine a versé plus de 685 millions de dollars.**

Devex – Le Congrès américain soutient Gavi, l'Alliance du vaccin, malgré les coupes budgétaires de l'administration Trump

https://www.devex.com/news/us-congress-backs-gavi-the-vaccine-alliance-despite-trump-admin-cuts-111670?utm_source=bluesky&utm_medium=social&utm_campaign=devex_social_icons

« Il y a six mois, l'administration Trump a déclaré qu'elle réduirait **le financement de Gavi**, mais **le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis ont inclus ce financement dans leur projet de loi sur les crédits d'aide étrangère.** »

« **Le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis ont inclus le financement de [Gavi](#), [l'Alliance du vaccin](#), dans leur [projet de loi de crédits](#) pour [l'aide étrangère](#) pour l'exercice 2026.** Il s'agit d'une évolution positive pour la communauté mondiale de la santé, étant donné qu'il y a environ six mois, l'administration Trump avait annoncé qu'elle [réduirait tous les financements](#) accordés à l'organisation. **Bien que les membres des deux chambres du Congrès aient approuvé ce projet de loi, il doit encore être voté par les deux chambres, puis soumis à l'approbation du président américain Donald Trump avant de pouvoir être promulgué...** »

« ... L'inclusion de Gavi dans le projet de loi budgétaire ne signifie pas nécessairement que l'organisation recevra les fonds, car l'administration Trump a ignoré les projets de loi de financement du Congrès au cours de l'année écoulée. En outre, le projet de loi actuel précise que les fonds « peuvent » être utilisés pour Gavi, alors que le rapport de la commission de la Chambre qui accompagne le projet de loi alloue spécifiquement 300 millions de dollars à l'organisation... ». « **Malgré tout, cette évolution illustre un fossé entre les priorités de l'administration Trump et celles du Congrès américain, qui est chargé de dicter les dépenses publiques...** »

PS : « Au-delà de sauver des vies et de promouvoir la sécurité sanitaire mondiale, **Gavi est également le plus grand acheteur de vaccins et de matériel de distribution de vaccins produits aux États-Unis, tels que les drones.** »

« Plus largement, le projet de loi du Congrès prévoit un financement total de 50 milliards de dollars pour les programmes d'aide étrangère des États-Unis, une mesure saluée comme « **démontrant une véritable dynamique bipartisanne en faveur de l'aide étrangère vitale** » et « **rejetant les coupes drastiques dans l'aide prévues pour 2025** ». C'est près de 20 milliards de dollars de plus que la demande budgétaire de Trump, qui recommandait une réduction de 47,7 % du financement de l'aide étrangère... ».

- Pour en savoir plus sur le projet de loi, voir également Devex : [Les législateurs américains concluent un accord de 50 milliards de dollars sur l'aide étrangère, dépassant le plan de Trump](#)

« Le projet de loi de compromis sur les crédits évite les coupes plus importantes proposées par le président Donald Trump et les législateurs républicains, renomme ou consolide les principaux comptes d'aide et préserve les programmes clés. »

« ... Le projet de loi de financement prévoit d'allouer quelque 50 milliards de dollars aux programmes d'aide étrangère des États-Unis pour l'exercice 2026, soit une réduction d'environ 16 % par rapport à ce qui avait été approuvé par le Congrès l'année dernière. Toutefois, le montant total est supérieur à celui approuvé en juillet par la commission des crédits de la Chambre des représentants et **dépasse de près de 20 milliards de dollars la demande budgétaire du président Donald Trump**, qui recommandait une réduction de 47,7 % du financement de l'aide étrangère. Bien que les membres des commissions des crédits de la Chambre et du Sénat se soient mis d'accord sur ce paquet, **le projet de loi doit encore être voté par les deux chambres avant d'être promulgué, avant la date limite du 30 janvier, date à laquelle le projet de loi de financement provisoire expire.** »

« ... Les coupes touchent la plupart des domaines programmatiques, mais le compromis final rétablit les financements absents du projet de loi de la Chambre, **notamment le soutien à Gavi, l'Alliance du vaccin, et à l'Association internationale de développement, le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres.** ... Les programmes de santé mondiale apparaissent comme les grands gagnants, conservant un financement total de plus de 9,4 milliards de dollars. Sur ce montant, environ 3,5 milliards de dollars sont alloués à des programmes généraux de santé mondiale, **notamment la survie des enfants, la vaccination, la nutrition, la santé publique, etc.** Le rapport sur le projet de loi précise que 300 millions de dollars de ce financement doivent être versés à Gavi. **Un montant supplémentaire de 5,88 milliards de dollars est alloué à la prévention, au traitement et au contrôle du VIH, dont une contribution de 1,25 milliard de dollars au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.** Le Congrès a également inclus une disposition demandant à l'administration de gérer la transition des programmes de lutte contre le VIH dans le

cadre de la politique de santé mondiale « America First », signalant ainsi la poursuite de l'examen minutieux et de la pression du Congrès pour l'évolution des programmes... »

PS : « **Des questions subsistent quant à la manière dont le département d'État administrera les programmes d'aide et quant à savoir s'il dispose de suffisamment de personnel pour le faire.** Le projet de loi prévoit près de 112 millions de dollars pour les dépenses de fonctionnement liées à l'administration de l'aide, ce qui contraste fortement avec les près de 1,7 milliard de dollars prévus pour les dépenses de fonctionnement de l'USAID pour l'exercice 2024. Le projet de loi prévoit également 12,77 milliards de dollars pour le département d'État pour l'administration des affaires étrangères... ».

« ... Le projet de loi prévoit également le financement d'institutions financières internationales, principalement les banques multilatérales de développement. Il prévoit 1,06 milliard de dollars pour l'IDA de la Banque mondiale. ... »

« ... Ce projet de loi était attendu depuis longtemps, mais il n'est pas encore définitif. Et même s'il est adopté, une question centrale demeure : l'administration Trump dépensera-t-elle l'argent comme le Congrès l'a demandé ? »

- Et plus d'analyses (recommandées) via Devex – [Des avancées inattendues en matière de santé mondiale dans le projet de loi américain sur l'aide étrangère](#)

« Les législateurs américains ont publié un **projet de loi sur les crédits d'aide étrangère qui alloue 9,4 milliards de dollars à la santé mondiale...** De manière générale, le projet de loi prévoit [d'allouer quelque 50 milliards de dollars](#) aux programmes d'aide étrangère des États-Unis, soit près de 20 milliards de dollars de plus que la demande budgétaire du président Donald Trump. Une déclaration explicative conjointe de l' , qui accompagne le projet de loi, **alloue spécifiquement 9,4 milliards de dollars à la santé mondiale, contre 12,4 milliards de dollars alloués pour les exercices 2025 et 2024.** »

Le projet de loi et les directives qui l'accompagnent ont permis de mieux comprendre les divergences de vues entre le Congrès américain et l'administration Trump sur les priorités en matière de santé mondiale. Ils ont également illustré l'incertitude que les organisations mondiales de santé ont connue au cours de l'année écoulée, car elles ont reçu des messages changeants et souvent contradictoires quant à l'obtention d'un financement de la part du gouvernement américain... ».

« Il existe des domaines dans lesquels le Congrès et la Maison Blanche sont d'accord, comme le financement de la lutte contre le VIH, la polio, le paludisme et la tuberculose. **Mais il existe également des domaines dans lesquels leurs opinions divergent considérablement.** Le Congrès soutient le financement de la planification familiale, de la santé reproductive, des maladies tropicales négligées, du [Fonds des Nations unies pour la population](#) (FNUAP) et [de Gavi, l'Alliance du vaccin](#), alors que l'administration Trump a proposé de supprimer ce financement. Le Congrès a également manifesté son soutien à d'autres agences des Nations unies telles que [l'UNICEF](#) et [l'ONUSIDA](#), malgré l'attitude volatile de l'administration Trump à l'égard de l'ONU... ».

N'hésitez pas à consulter les détails pour savoir où les allocations budgétaires s'alignent sur la stratégie America First GH et où elles ne le font pas.

- Pour plus de détails, consultez également [KFF – Financement de la santé mondiale dans le projet de loi et la déclaration explicative de la conférence sur la sécurité nationale, le département d'État et les programmes connexes \(NSRP\) pour l'exercice 2026](#)
- Ou [HPW – Les leaders du Congrès s'accordent sur 9,4 milliards de dollars de dépenses pour la santé mondiale – Rétablissant une grande partie de l'aide supprimée par Trump](#)

« Le paquet de 9,4 milliards de dollars approuvé par les commissions des crédits du Sénat et de la Chambre des représentants américains représente plus du double des 3,7 milliards demandés par l'administration Trump et témoigne du soutien bipartite en faveur du maintien d'une aide sanitaire mondiale importante – même si ce paquet doit encore être approuvé par le Sénat et la Chambre des représentants et pourrait également être rejeté par le président après son adoption. »

PS : « Il est à noter que le projet de loi ne fait aucune mention du financement de l'Organisation mondiale de la santé, dont l'administration Trump est en train de se retirer. »

GHF - Santé mondiale : à terre, mais pas hors jeu [ESSAI INVITÉ] ;

Daniel Thornton (ancien chef de cabinet de GAVI, responsable de la collecte de fonds pour GAVI et l'OMS) ; [Geneva Health Files](#) ;

Quelques extraits de cet article à lire absolument :

« ... Ces changements peuvent être observés à l'OMS et dans les deux grandes agences de financement de la santé mondiale, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et Gavi. Pour aller au-delà des gros titres, il faut tenir compte des cycles de financement et de budgétisation des différentes agences (deux ans à l'OMS, trois ans au Fonds mondial et cinq ans à Gavi), ainsi que de l'inflation du dollar américain, qui a atteint près de 50 % depuis 2010. En dollars de 2025, le Fonds mondial a bénéficié d'un financement assez stable, compris entre 5,5 et 5,9 milliards de dollars par an depuis 2010, jusqu'à la dernière reconstitution des ressources qui (sous réserve de nouveaux engagements) implique un budget de 3,8 milliards de dollars par an jusqu'en 2028. Cela représente une réduction de 35 % par rapport au pic atteint par le Fonds mondial lors de la reconstitution des ressources de 2019. Le financement annuel de Gavi (en dollars de 2025) est également resté relativement stable depuis 2016, entre 2 et 2,1 milliards de dollars, jusqu'à la reconstitution actuelle qui implique un budget annuel de 1,8 milliard de dollars. Cela représente une réduction de 14 % par rapport au pic atteint par Gavi lors de la reconstitution de 2020. Gavi réduit ses effectifs de 32 % et le Fonds mondial procède également à des réductions, mais comme la plupart de leurs dépenses concernent des produits de base (les vaccins dans le cas de Gavi et les médicaments dans le cas du Fonds mondial) et le soutien aux pays, c'est là que les réductions les plus importantes auront lieu. Le Fonds mondial a déjà annoncé qu'il réduirait de 1,4 milliard de dollars ses programmes de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme... »

« ... Si le système des Nations unies, dont fait partie l'OMS, est souvent décrit comme vaste, il est minuscule par rapport au secteur public de la plupart des pays. Environ 130 000 personnes sont employées par l'ONU et ses agences. Si l'on prend deux pays de taille moyenne, l'ONU emploie 2 % de la main-d'œuvre du secteur public du Royaume-Uni, ou 15 % de celle de la Tanzanie, alors qu'elle doit travailler avec et dans tous les pays de la planète pour soutenir le maintien de la paix, la coopération entre les États et le développement international. Et l'ONU réduit ses effectifs d'environ 20 %... »

Thornton explore ensuite « ... **Quelle devrait être la réponse à l'écart croissant entre les ressources et les ambitions ?...** »

Et conclut : « Cette **nouvelle année est l'occasion de rappeler à tous pourquoi ces institutions existent. Pour Gavi et le Fonds mondial**, cela signifie lutter contre les maladies qui, sans cela, se propageraient dans le monde entier, utiliser des fonds communs plutôt que des budgets bilatéraux fragmentés afin de façonner les marchés, et travailler avec les gouvernements et la société civile pour atteindre les populations marginalisées. **Pour l'OMS**, cela signifie soutenir ces efforts grâce à sa présence dans les pays, ainsi qu'agir en tant que parlement de la santé mondiale, conseiller les gouvernements et promouvoir la science. »

Devex – L'Allemagne trace une nouvelle voie pour l'aide mondiale

<https://www.devex.com/news/germany-charts-a-new-course-for-global-aid-111678>

« **Confronté à des coupes budgétaires importantes et à une pression politique croissante, le BMZ dévoile une stratégie visant à donner la priorité aux régions à fort impact et aux partenariats avec le secteur privé.** »

« ... **Dans le cadre du nouveau plan, le BMZ se concentrera sur quatre objectifs généraux** : lutter contre la pauvreté et la faim, instaurer la paix et la stabilité en mettant l'accent sur la sécurité, assurer une croissance économique durable grâce à la coopération avec le secteur privé et renforcer le système multilatéral. **La pièce maîtresse de la réforme consiste à abandonner la pratique consistant à répartir de petites aides entre un large éventail de thèmes et de pays.** « Nous ne pouvons pas tout faire partout », a déclaré Alabali Radovan lors du lancement, soulignant que le ministère devait déprioriser une partie importante de son portefeuille pour rester efficace... ».

« **Le plan définit une stratégie de priorisation géographique qui place l'Afrique en tête de liste, avec un accent particulier sur le Sahel et la Corne de l'Afrique.** Plus près de chez nous, le plan présente l'Ukraine et le Moyen-Orient comme des intérêts vitaux pour la sécurité allemande et européenne... ».

Oxfam - Un G20 dirigé par les États-Unis au service des milliardaires ?

Introduction : À quoi s'attendre de la présidence américaine du G20 en 2026

<https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/a-us-led-g20-for-the-billionaires-a-primer/>

« **Les enjeux sont importants alors que les États-Unis assument la présidence du Groupe des Vingt (G20) en 2026, une plateforme majeure permettant aux chefs d'État et de gouvernement d'aborder les questions économiques mondiales.** Compte tenu du **programme favorisant les inégalités** que le président Trump a mené aux États-Unis et dans le monde, la présidence américaine du G20 en 2026 pourrait rapidement compromettre les progrès limités réalisés par le groupe dans le traitement des questions mondiales cruciales. De plus, **sur des questions allant de la fiscalité à l'aide humanitaire et à la crise climatique, le G20 dirigé par les États-Unis pourrait encourager l'adoption de politiques et d'approches qui favorisent les intérêts des personnes fortunées et des grandes entreprises.** Les premiers signes indiquent que les États-Unis sont prêts à user de leur puissance pour arriver à leurs fins, leur refus d'autoriser l'Afrique du Sud à participer au processus de cette année démontrant leur volonté d'employer des tactiques coercitives sans précédent. **Les**

dirigeants mondiaux, les institutions internationales et la société civile devraient s'unir pour riposter et adopter de nouvelles formes audacieuses de coopération multilatérale qui profitent à des milliards de personnes, et non à des milliardaires.

Le CDC Afrique conclut un partenariat stratégique avec Informa Markets pour développer le CPHIA et d'autres événements phares

<https://africacdc.org/news-item/africa-cdc-secures-strategic-partnership-with-informa-markets-to-scale-cphia-and-other-flagship-events/>

« **Le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) a signé un protocole d'accord avec Informa Markets, un leader mondial coté à la bourse de Londres dans le domaine des événements et des services de connaissance. Ce partenariat renforcera la planification, la mise en œuvre et la durabilité de la Conférence internationale sur la santé publique en Afrique (CPHIA) de l'Africa CDC et d'autres réunions phares sur la santé publique, à un moment où la demande de coordination en matière de santé est forte sur tout le continent.** »

« ... Dans le cadre de ce partenariat, l'Africa CDC renforce le rôle central de l'institution dans la promotion des priorités continentales, notamment son plan stratégique 2023-2027 et le programme pour la sécurité et la souveraineté sanitaires en Afrique (AHSS). Informa Markets, membre de l'indice FTSE 100, leader mondial des salons professionnels et organisateur du World Health Expo, mettra à profit sa portée mondiale, son expertise industrielle et son expérience pour **accroître l'ampleur, la visibilité et l'impact de la CPHIA en Afrique et à l'échelle internationale.** ... »

PS : « La cinquième édition, **CPHIA 2026**, se tiendra à **Addis-Abeba, en Éthiopie.** »

E S Koum Besson - Quand les cadres de financement mondial de la santé limitent l'imagination des experts africains

E S Koum Besson ; <https://www.linkedin.com/pulse/when-global-health-financing-frameworks-narrow-koum-besson-whe1f/>

(à lire absolument) « **Transferts familiaux, envois de fonds de la diaspora, paiements directs et limites épistémiques de la santé mondiale** ». Extraits :

« **Dans de nombreux contextes africains : la responsabilité familiale ne s'arrête pas aux limites du foyer ; les soins sont financés à l'échelle géographique ; les risques sont mutualisés socialement bien avant d'être mutualisés institutionnellement...** » « **Pourtant, aucun cadre mondial majeur de financement de la santé ne tient systématiquement compte de cela. Ces transferts restent invisibles dans les modèles dominants, traités comme des bruits informels plutôt que comme une infrastructure sociale structurée...** »

« **... Au-delà du pouvoir d'achat individuel, le financement des soins de santé dans de nombreux contextes africains s'organise autour de la famille, de la communauté et de la responsabilité. Les soins ne sont pas principalement financés par des individus isolés, mais par des réseaux d'obligations qui s'étendent à travers les ménages, les lieux et les générations. ... Les modèles économiques occidentaux dominants ne tiennent pas compte de ces modes d'organisation des soins. Il n'existe**

aucun cadre dominant qui intègre sérieusement les transferts familiaux, transnationaux et communautaires comme fondements de la protection sociale. »

PS : « **La subsidiarité sans autorité épistémique est vide de sens** : on parle beaucoup de subsidiarité dans le domaine de la santé mondiale, notamment de décentralisation, de proximité et d'appropriation par les pays. Mais la subsidiarité ne concerne pas seulement le lieu où les décisions sont prises. Elle concerne également les réalités qui sont autorisées à structurer le modèle. **La subsidiarité sans autorité épistémique – le pouvoir de définir les problèmes, de déterminer ce qui constitue une preuve et de décider quelles réalités sociales sont des contributions légitimes à la conception des politiques – est incomplète.** Si l'on attend des acteurs africains qu'ils mettent en œuvre des politiques sans redéfinir eux-mêmes les modèles sous-jacents, la subsidiarité devient procédurale plutôt que substantielle... **La souveraineté épistémique commence par voir ce qui existe déjà** : la souveraineté épistémique ne signifie pas rejeter les connaissances mondiales. Elle signifie refuser les cadres qui nous obligent à oublier nos propres sociétés pour pouvoir participer. **Nous ne pouvons pas construire des systèmes de santé durables en utilisant des outils qui partent du principe que les individus remplacent les familles, les ménages remplacent les réseaux et les frontières nationales remplacent les obligations transnationales. Nous ne pouvons pas continuer à publier de légères variations des mêmes conclusions alors que l'ensemble des flux de financement des soins reste non mesuré, non théorisé et non réglementé.** La question n'est pas seulement de savoir si les Africains peuvent payer. La question est de savoir comment les Africains paient déjà et pourquoi nos modèles refusent de le voir.

Project Syndicate - Une solution négligée pour combler les lacunes en matière de santé en Afrique

Ndidi Okonkwo Nwuneli et Ekhosuehi Iyahan ; [Project Syndicate](#) ;

« **Bien que les transferts de fonds de la diaspora africaine aient augmenté de manière constante et régulière, leur plein potentiel reste inexploité**, car ils servent généralement à financer la consommation immédiate plutôt qu'à être mis en commun pour favoriser un changement systémique. **Un nouveau modèle social permettrait de mieux utiliser ces mêmes fonds, en commençant par les soins de santé.** »

« **... un groupe de travail composé d'experts de premier plan dans les domaines du financement de la santé, de l'innovation en matière d'assurance, de l'engagement de la diaspora et de la défense des intérêts mondiaux s'est réuni dans le cadre de l'initiative 17 Rooms afin de développer ce que nous appelons HealthBridge...** »

« **HealthBridge réinvente les transferts de fonds africains, non pas comme des transferts d'urgence, mais comme une base pour le financement de soins de santé proactifs.** L'idée est simple : mettre en place un mécanisme permettant aux communautés de la diaspora de verser volontairement une petite partie de leurs transferts de fonds dans un fonds commun qui financera les services de santé essentiels pour leurs familles et leurs communautés dans leur pays d'origine. Plutôt que de se précipiter pour envoyer de l'argent après une crise sanitaire, les membres de la diaspora peuvent s'assurer que leurs familles sont couvertes avant que le désastre ne frappe... » « **Le modèle HealthBridge comporte quatre éléments fondamentaux...** »

TGH – L'évolution du leadership mondial de la Chine en matière de santé

G Jones, R Wang et al ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/chinas-evolving-global-health-leadership>

« L'ascension de la Chine dans le domaine de la santé mondiale offre des alternatives aux partenariats traditionnels dominés par les États-Unis. »

Le point sur la **stratégie Health Silk Road (HSR)**.

Quelques extraits :

« **Fin septembre 2025, l'ambassadeur de Chine au Nigeria a annoncé un projet de construction d'une usine de production d'insuline par des entreprises chinoises dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.** Cette annonce fait suite à une **série d'accords entre des entreprises nigérianes et chinoises visant à construire des usines de fabrication de médicaments antipaludiques et antirétroviraux.** Bien que ces **accords aient été conclus entre des entreprises**, ils s'inscrivent **dans le cadre de la stratégie chinoise de la Route de la soie de la santé (HSR)**. La HSR est l'un des éléments de l'initiative « Belt and Road » (BRI) ... »

« ... **Bien que la HSR soit le plus souvent associée à l'aide étrangère de la Chine, elle comprend également des partenariats public-privé qui financent des institutions par le biais de prêts et d'investissements.** Les entreprises chinoises gèrent la mise en œuvre, comme c'est le cas avec les investissements de Shanghai Fosun Pharmaceutical au Nigeria. **Depuis la pandémie de COVID-19, ces partenariats sont devenus de plus en plus importants pour l'empreinte de la Chine dans le domaine de la santé mondiale...** »

« ... **La HSR a évolué depuis que la Chine et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont signé un protocole d'accord en 2017**, qui a établi un engagement de haut niveau en faveur d'une plus grande coopération entre la nation et l'agence mondiale de la santé... »

« ... **Néanmoins, le rôle de la Chine dans la santé mondiale devrait considérablement évoluer au cours des prochaines années.** Lors de cette Assemblée mondiale de la santé, les délégations des forums multilatéraux ont exprimé leur soutien à une gouvernance mondiale forte en matière de santé et à la volonté de la Chine de renforcer son rôle. **Déjà leader mondial dans les domaines de la santé numérique, des dossiers électroniques et des diagnostics et thérapies basés sur l'IA, la Chine est susceptible de collaborer dans ces domaines avec des pays partenaires dans le cadre du HSR...** ».

En conclusion : « Ces dernières années, le HSR n'a pas reproduit les mécanismes traditionnels de soutien à la santé mondiale, ni révisé en profondeur l'architecture mondiale de la santé. Alors que les pays entrent dans une nouvelle phase de coopération mondiale en matière de santé, le HSR a le potentiel d'être un outil efficace parmi tant d'autres au sein d'un système mondial de santé renforcé. »

Le bond en avant de Gavi : transformer l'Alliance pour les vaccins grâce à la simplicité, la transparence et la synergie

https://www.gavi.org/sites/default/files/2025/Gavi_Leap_brochure.pdf

24 p. Avec quelques détails supplémentaires sur le bond en avant de GAVI.

- Voir également **Devex Pro** (accès restreint) - [Sania Nishtar : Les réformes de Gavi placent les pays aux commandes](#)

« ... Au cours de l'année écoulée, l'organisation s'est attachée non seulement à collecter des fonds, mais aussi à mettre en place des systèmes et des politiques visant à simplifier ses processus et à réduire la charge qui pèse sur les pays, et à leur donner le choix des vaccins à déployer et des partenaires avec lesquels travailler pour les fournir. »

Wellcome – Rapport annuel

https://wellcome.org/insights/reports/wellcome-annual-report?utm_source=&utm_medium=o-wellcome&utm_campaign=bluesky&utm_content=

« **Au cours de la période 2024/25, Wellcome a investi 1,9 milliard de livres sterling pour soutenir la science, la santé et le bien-être, tout en relevant les défis urgents en matière de santé mondiale...** »

« **... Partenariats stratégiques :** Wellcome, la Fondation Novo-Nordisk et la Fondation Gates ont lancé le **Gram-Negative Antibiotic Discovery Innovator (GRAM-ADI)**. Ce consortium de 37 millions de livres sterling accélérera la découverte de nouveaux médicaments contre les bactéries à Gram négatif, qui sont parmi les principales causes de décès dus à la résistance aux antimicrobiens. »

« **Défense de la santé mondiale :** lors de la COP30, nous **avons lancé un fonds initial de 300 millions de dollars dans le cadre de la nouvelle Climate and Health Funders Coalition**, un groupe mondial d'organisations philanthropiques engagées à accélérer l'action contre des défis tels que la chaleur extrême, la pollution atmosphérique et les maladies infectieuses... »

Devex Pro - Des subventions d'urgence aux appels à projets ouverts : le travail humanitaire de la Fondation Novo Nordisk

(accès restreint) <https://www.devex.com/news/from-crisis-grants-to-open-calls-novo-nordisk-foundation-s-aid-work-111662>

(accès restreint) « Alors que les budgets d'aide diminuent, la **Fondation Novo Nordisk repense le développement mondial** en combinant recherche systémique, financement flexible et réponse humanitaire rapide, en **se concentrant sur les MNT, les systèmes alimentaires et la résilience climatique dans les pays à revenu faible et intermédiaire.** »

- Lien connexe : Stat - [La Fondation Novo Nordisk accorde 850 millions de dollars à une organisation à but non lucratif pour aider à commercialiser la recherche en Europe](#)

Justice/réforme fiscale mondiale, crise de la dette, espace budgétaire, ...

CESR - Les contributions des États à la Convention fiscale des Nations unies révèlent des ambitions inégales

M E Mamberti ; <https://www.cesr.org/states-submissions-to-the-un-tax-convention-reveal-uneven-ambition/>

Analyse claire de la situation. « **Les dernières contributions des États aux discussions sur la Convention fiscale des Nations unies mettent en évidence des approches contrastées en matière de coopération fiscale mondiale, avec une résistance répétée des pays du Nord et un engagement inégal dans une grande partie du Sud.** Les choix à venir détermineront si la convention permettra réellement de mettre en place un cadre de coopération fiscale équitable et efficace, ou si elle manquera une occasion unique de remédier aux inconvénients du statu quo. »

Guardian - Un quart des pays en développement sont plus pauvres qu'en 2019, selon la Banque mondiale

https://www.theguardian.com/business/2026/jan/13/developing-countries-poorer-world-bank-report?CMP=share_btn_url

« **La croissance mondiale a « ralenti » depuis la pandémie de Covid et l'Afrique subsaharienne est particulièrement touchée, selon un rapport.** »

« **Un quart des pays en développement sont plus pauvres qu'ils ne l'étaient en 2019 avant la pandémie de Covid, selon la Banque mondiale.** L'organisation basée à Washington a déclaré qu'un grand nombre de pays à faible revenu, dont beaucoup en Afrique subsaharienne, avaient subi un choc négatif au cours des six années précédant la fin de l'année dernière. La banque a précisé que ce groupe comprenait le Botswana, la Namibie, la République centrafricaine, le Tchad et le Mozambique. L'Afrique du Sud et le Nigeria, dont la population connaît une croissance rapide, n'ont pas non plus réussi à augmenter leur revenu moyen au cours de cette période, malgré une croissance respective de 1,2 % et 4,4 % l'année dernière. **La banque a déclaré que la croissance mondiale avait « ralenti » depuis la pandémie et que le rythme était désormais « insuffisant pour réduire l'extrême pauvreté et créer des emplois là où ils sont le plus nécessaires »...**

Devex - Une fiscalité plus intelligente est la clé de la prospérité à une époque où l'aide diminue

G Mascagni (directeur exécutif du Centre international pour la fiscalité et le développement)
https://www.devex.com/news/taxing-smarter-is-the-key-to-thriving-in-an-era-of-declining-aid-111665?utm_source=bluesky&utm_medium=social&utm_campaign=devex_social_icons

« **L'intensification de la mobilisation fiscale est une condition nécessaire pour réussir dans l'ère du développement post-aide.** » « 2026 est l'année où il faudra se concentrer sur les solutions pour l'ère post-aide et reconnaître que **le succès dépend de la capacité des pays à faible revenu à augmenter considérablement leurs recettes publiques et des partenariats sur lesquels ils peuvent compter pour y parvenir...** »

PS : « ... Selon la [Fondation Mo Ibrahim](#), l'aide publique au développement accordée aux pays africains s'élevait à près de 75 milliards de dollars en 2023, contre près de 480 milliards de dollars déjà collectés au niveau national sous forme d'impôts en 2022. **Le groupe plus large des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur perçoit déjà au moins 1 500 milliards de dollars de recettes fiscales pour financer son propre développement. Bien que ce montant soit loin des 4 000 milliards de dollars nécessaires pour combler le déficit de financement des objectifs de développement durable, c'est là que réside notre meilleure chance... ».**

The Conversation - Les stablecoins gagnent du terrain en tant que monnaie numérique en Afrique : comment éviter les risques

Iwa Salami ; [The Conversation](#) ;

« L'utilisation des stablecoins est en hausse en Afrique, en particulier au Nigeria, en Afrique du Sud et au Kenya. ... »

« ... Mon livre, [Financial Technology Law and Regulation in Africa](#), s'est penché sur leur fonctionnement en tant que crypto-actifs dans les États africains. J'ai soulevé des inquiétudes quant à leur impact potentiel sur les économies émergentes, y compris les pays africains, en [2019](#) et [2020](#). Un récent [document du Fonds monétaire international](#) fait écho à ces préoccupations. ... **L'utilisation croissante des stablecoins pose un risque de dollarisation**, car [les stablecoins libellés en dollars américains représentent 99 % du marché des stablecoins](#). La dollarisation est l', l'utilisation excessive du dollar dans les économies locales africaines. **Elle pourrait constituer une menace pour la souveraineté monétaire des États africains et entraîner une fuite des capitaux hors des économies africaines...** »

« ... En résumé, les stablecoins peuvent véritablement faire progresser l'inclusion financière en Afrique, mais une forte dépendance à l'égard des stablecoins libellés en devises étrangères risque d'aggraver la dollarisation et d'affaiblir la souveraineté monétaire... ».

L'article explique les risques liés à la dépendance à l'égard des cryptomonnaies libellées en dollars en Afrique, qui ont pour effet essentiel de retirer l'épargne des particuliers du système bancaire local et de réduire les fonds dont disposent les banques pour octroyer des prêts au niveau local. En d'autres termes, les stablecoins contribuent à la fuite des capitaux hors d'Afrique (et de nombreux pays ne réglementent pas ce risque).

UHC & PHC

Habib Benzian - La politique du progrès : lire le rapport de l'OMS sur la couverture sanitaire universelle comme un document politique

[Habib Benzian \(sur Substack\)](#) ;

« De temps à autre, le système de santé mondial fait une pause pour dresser le bilan. Un rapport de suivi important est publié. **En décembre 2025, la dernière évaluation de la couverture sanitaire universelle (CSU) a été publiée.** La nouvelle édition suit un rituel familial. Elle nous rassure sur le fait que les progrès se poursuivent, mais pas au rythme que nous espérons. Les améliorations sont inégales, mais globalement encourageantes. Le ton suggère un monde qui va de l'avant, même si les

chiffres ne corroborent pas immédiatement cette impression. Cet écart entre les preuves et le récit n'est pas accidentel. Il reflète la politique du progrès et n'est pas un effet de style au sens habituel du terme. Il s'agit d'un optimisme de façade : une tendance structurelle à présenter des changements limités ou stagnants comme des progrès, non pas par tromperie, mais par le biais de routines de mesure, de reporting et d'autoconservation institutionnelle. L'optimisme de façade ne nécessite pas d'intention. Il apparaît lorsque la stabilité est récompensée, que le changement est risqué et que les indicateurs doivent autant rassurer qu'informer... »

HP&P – Réseaux de soins de santé primaires et impacts dans les pays à revenu faible et intermédiaire : revue systématique

D D Gadeka, I Agyepong et al ; <https://academic.oup.com/heapol/advance-article/doi/10.1093/heapol/czag003/8426676?searchresult=1>

« Les réseaux de prestataires de soins de santé primaires (PHCPN) sont de plus en plus reconnus comme des stratégies prometteuses pour renforcer efficacement les systèmes de santé dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Cependant, les informations sur l'influence que les PHCPN peuvent avoir sur le processus et les résultats cliniques des services de santé sont limitées. Cette étude a cherché à répondre aux questions suivantes : quelle est l'étendue, la portée et la nature des recherches sur les PHCPN dans les PRFI, quels sont les types de PHCPN décrits, et quels sont les processus, par exemple l'accès aux soins, la couverture des services de santé, la qualité des soins et des services, la sécurité des soins et les résultats cliniques des PHCPN rapportés dans la littérature publiée ?... »

Lancet Primary Care - Faire progresser les soins primaires grâce à une recherche équitable

Diego Garcia-Huidobro et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143\(25\)00085-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143(25)00085-8/fulltext)

« La recherche en soins primaires est essentielle pour faire progresser la santé de la population, la pratique clinique et améliorer la capacité et les performances du système de santé, comme le soulignent [la Déclaration d'Astana](#) et [le Cadre opérationnel pour les soins de santé primaires de l'OMS](#). Une façon d'évaluer l'état de la recherche en soins primaires dans le monde consiste à examiner ses résultats, les publications scientifiques étant facilement accessibles pour analyse. ... **Nous avons mené une étude bibliométrique afin de dresser un bilan des 50 dernières années de recherche en soins primaires** et de comparer sa productivité globale avec les publications dans le domaine général de la médecine... »

Conclusion : « ... **En résumé, la production mondiale en matière de soins primaires a considérablement augmenté, mais reste concentrée sur le plan géographique et économique.** Pour combler cet écart, il faudra renforcer les capacités de recherche, s'attaquer aux obstacles structurels qui limitent la visibilité et l'influence dans la base de données factuelles mondiale, favoriser une collaboration internationale équitable et soutenir les programmes de recherche menés au niveau local. Une **base de données factuelles mondiale plus équilibrée est essentielle pour garantir que les innovations en matière de soins primaires soient applicables, durables et équitables dans le monde entier.** Il est essentiel de donner la priorité à la recherche sur les soins primaires afin de garantir que les progrès scientifiques se traduisent par des gains significatifs en matière de santé pour les populations les plus touchées par les maladies courantes et lourdes de conséquences. »

Ressources humaines pour la santé

BMJ GH - Médecins spécialistes dans les PRFI : revue systématique et synthèse du cadre le plus approprié des données probantes sur leurs rôles et leur contribution aux systèmes de santé

G Russo, V Sriram et al ; <https://gh.bmj.com/content/11/1/e018905>

« Les médecins spécialistes font partie intégrante du personnel médical et jouent un rôle central dans les systèmes d'orientation. Cependant, dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), on estime souvent que les spécialistes ne parviennent pas à s'aligner sur les besoins locaux en matière de santé, les capacités du système et les objectifs de la couverture sanitaire universelle (CSU). »

« Une revue systématique a été menée en 2024 à l'aide d'un cadre optimal pour évaluer les contributions des spécialistes aux systèmes de santé et à la santé de la population dans les PRFI : ... Nous avons constaté une pénurie de spécialistes spécifiques, tels que les chirurgiens, les anesthésistes et les psychiatres. La littérature a mis en évidence certaines de leurs fonctions au sein des systèmes de santé, telles que l'orientation des cas, la gestion hospitalière, le mentorat et la recherche. Nous avons constaté que la gouvernance des spécialités était inégale d'un pays à l'autre, avec des lacunes dans la réglementation des professions... ».

« Nous proposons un cadre théorique empirique pour conceptualiser le rôle des spécialistes au sein des systèmes de santé. Nous identifions les domaines nécessitant des recherches et des politiques supplémentaires afin d'aligner le rôle des spécialistes sur les objectifs de la couverture sanitaire universelle... ».

Lancet Primary Care - Les arguments en faveur des agents de santé communautaires dans les pays à revenu élevé

Azeb Gebresilassie Tesema et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143\(25\)00068-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143(25)00068-8/fulltext)

« Les systèmes de santé des pays à revenu élevé (PRE) sont confrontés à de multiples défis complexes, notamment le vieillissement de la population, la multimorbidité, la pénurie de main-d'œuvre et l'augmentation des coûts des soins de santé. Certains de ces défis peuvent être relevés grâce à des programmes d'agents de santé communautaires (ASC) qui élargissent l'accès au premier contact, comblent les lacunes dans les déterminants sociaux de la santé et renforcent la continuité des soins dans la communauté. Bien que la reconnaissance des ASC se développe dans les PRF, leur rôle reste fragmenté, financé de manière incohérente et souvent limité à des initiatives pilotes ou à des populations marginalisées. Dans cet article, nous soulignons la nécessité de mettre en place des programmes intégrés d'ASC dans les pays à revenu élevé, qui pourraient collaborer avec les équipes interprofessionnelles de soins primaires et les communautés afin de fournir des soins de santé primaires holistiques et centrés sur la personne. Nous proposons d'intégrer les programmes d'ASC dans les systèmes de santé existants et de fournir une gamme de services communautaires potentiels à la population... »

Guardian - Les masques faciaux sont « inadéquats » et devraient être remplacés par des respirateurs, selon l'OMS

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/jan/09/health-professionals-respirator-grade-masks-who-advise>

« Les experts recommandent vivement de modifier les directives relatives aux équipements que les professionnels de santé doivent porter pour se protéger contre les maladies de type grippal, y compris la Covid. »

« Les masques chirurgicaux offrent une protection insuffisante contre les maladies de type grippal, y compris la Covid, et **devraient être remplacés par des masques de niveau respiratoire, portés chaque fois que les médecins et les infirmières sont face à un patient**, selon un **groupe d'experts qui préconise une modification des directives de l'Organisation mondiale de la santé**. ... Il n'y a « plus aucune justification rationnelle pour privilégier ou utiliser » les masques chirurgicaux qui sont omniprésents dans les hôpitaux et les cliniques du monde entier, étant donné leur « protection insuffisante contre les agents pathogènes transmissibles par voie aérienne », **ont-ils déclaré dans une lettre adressée au directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus**. ... Cette lettre est le résultat des discussions qui ont eu lieu lors d'une **conférence en ligne** organisée l'année dernière, intitulée « Unpolitics », qui portait sur la mise en œuvre de politiques fondées sur des données probantes. ... »

« ... Bien que les recommandations proposées ne s'appliqueraient qu'aux établissements de santé, où le risque d'infection est plus élevé, elles sont susceptibles de susciter la controverse ... L'OMS ne peut pas imposer de politiques mondiales, mais les signataires affirment qu'une mise à jour de ses directives en matière de prévention et de contrôle des infections afin de recommander le port de masques respiratoires pourrait avoir un impact profond. Ils suggèrent également que l'infrastructure d'approvisionnement de l'OMS pourrait contribuer à améliorer l'accès aux masques respiratoires, même dans les pays les plus pauvres, avec une réduction progressive de la production de masques chirurgicaux ... ».

PS : « ... Un porte-parole de l'OMS a déclaré que la lettre devait être « examinée avec soin ». Il a ajouté que l'organisation avait largement consulté des experts issus de différents contextes sanitaires et économiques lors de l'élaboration de ses recommandations sur les équipements de protection individuelle pour les professionnels de santé, précisant : « **Nous sommes actuellement en train de réviser les directives de l'OMS en matière de prévention et de contrôle des infections respiratoires aiguës susceptibles de provoquer des épidémies et des pandémies, sur la base des dernières données scientifiques, afin de garantir la protection des professionnels de santé.** »

- Et via Development Diaries : <https://developmentdiaries.com/as-africa-signs-new-global-health-deals-who-sets-terms-and-who-bears-the-risk/>

« ... Parallèlement à ces accords bilatéraux, les gouvernements africains recherchent également des solutions collectives. Les ministres de la Santé, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, **font progresser le Programme 2035 pour le personnel de santé en Afrique (Africa Health Workforce Agenda 2035)**, un plan décennal visant à remédier à la pénurie chronique de médecins, d'infirmières et de sages-femmes sur le continent... »

Trump 2.0

Le cirque hebdomadaire continue. Avec quelques **analyses**.

Devex – Après une année de chaos, le travail du CDC américain en matière de santé mondiale est dans l'incertitude

<https://www.devex.com/news/after-a-year-of-chaos-us-cdc-s-global-health-work-hangs-in-the-balance-111240>

Une analyse à lire absolument. « **Les réductions de personnel, la perte d'expertise, la fermeture de programmes et le retrait de l'Organisation mondiale de la santé** inquiètent ceux qui ont profondément investi dans le travail mené depuis des décennies par l'agence dans le domaine de la santé mondiale. »

Avec également une analyse du **rôle potentiel (à gauche) du CDC dans les accords bilatéraux en matière de santé**.

Lancet World Report - Trump annonce le retrait des États-Unis de 66 organisations mondiales

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00085-1/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00085-1/fulltext)

« **Plusieurs organisations liées à la santé sont visées** par l'annonce des États-Unis, bien que les détails pratiques du retrait ne soient pas encore clairs. Faith McLellan fait le point. »

CGD - Les États-Unis restent membres de la plupart des organisations internationales, mais réduisent considérablement leur soutien

C Kenny ; <https://www.cgdev.org/blog/us-staying-most-international-organizations-slashing-support>

« Le 7 janvier, une [note présidentielle](#) a annoncé que l'examen avait abouti à la décision de se retirer de 66 entités. **La bonne nouvelle est que cet examen laisse intacte (pour l'instant) la participation officielle des États-Unis dans la plupart des grandes organisations internationales. La mauvaise nouvelle est que le soutien financier des États-Unis à ces organisations reste extrêmement faible...** »

Kenny conclut : « ... **Les États-Unis restent membres de la communauté internationale, mais ils sont de plus en plus en retard dans le paiement de leurs contributions : ils veulent toujours jouer, mais ne veulent pas payer.** Heureusement, le Congrès semble prêt **à approuver un budget** qui **préserve un financement beaucoup plus ciblé pour les organisations internationales** que ce que l'administration avait demandé (dans les budgets des organisations centrales et internationales, 1,7 milliard de dollars de financement contre une demande de l'administration de 0,3 milliard de dollars et un budget de 2 milliards de dollars pour l'exercice 2024). **Maintenant que la grande majorité des**

organisations internationales ont été jugées conformes aux intérêts des États-Unis, il faut espérer que l'administration dépensera avec gratitude les ressources supplémentaires. »

HPW - Le coût monétaire des effets de la pollution atmosphérique sur la santé a diminué selon les évaluations de l'EPA

<https://healthpolicy-watch.news/monetary-cost-of-air-pollutions-health-impacts-dropped-from-epa-assessments/>

« Si l'Agence américaine de protection de l'environnement continuera à prendre en compte les avantages sanitaires des réglementations sur les émissions, elle ne publiera plus d'estimations du coût économique des décès, des maladies et des handicaps liés à des niveaux de pollution atmosphérique dangereux. »

NYT – Le nouveau calendrier vaccinal annonce-t-il des changements plus importants à venir ?

<https://www.nytimes.com/2026/01/11/health/kennedy-vaccines-children.html>

« Les commentaires de Robert F. Kennedy Jr. et de ses alliés suggèrent que le calendrier révisé pourrait présager une approche de la vaccination qui privilégie l'autonomie individuelle et minimise l'expertise scientifique. »

PS : « ... M. Bigtree (un éminent militant anti-vaccins) et d'autres alliés de M. Kennedy ont récemment suggéré que les personnes qui estiment avoir subi un préjudice causé par des vaccins qui ne sont plus systématiquement recommandés **pourraient désormais poursuivre directement les fabricants de vaccins**, qui ont été protégés de toute responsabilité pendant des décennies... »

PS : « Certains experts internationaux craignent que les modifications apportées au calendrier américain ne compromettent la vaccination bien au-delà des frontières des États-Unis. « Je pense que les gens vont commencer à douter de la nécessité des recommandations que nous avons en Allemagne ou dans d'autres pays », a déclaré le Dr Reinhard Berner, pédiatre à la tête du comité qui recommande les vaccins en Allemagne... »

Nature Medicine (World View) – La politique américaine en matière de vaccination doit donner la priorité aux États-Unis

Angela Rasmussen ; <https://www.nature.com/articles/d41591-026-00002-w>

« Aligner la politique américaine en matière de vaccination sur celle d'autres pays, c'est ignorer ce qui est le mieux pour les Américains. »

Conclusion : « ... Les données probantes sont très claires : le vaccin ROR a fait ses preuves depuis 50 ans, démontrant qu'il est sûr et efficace à 97 % pour prévenir la rougeole. C'est probablement la raison pour laquelle le Danemark le recommande également : les données montrent qu'il offre des avantages exceptionnels à tous lorsque l'immunité de la population est élevée. **Pour contrôler la rougeole aux États-Unis, il faudra ramener l'immunité de la population au seuil de 95 %. Cela impliquera de rétablir des politiques, des pratiques et des orientations fondées sur des preuves,**

ainsi que de restaurer les fonctions et les capacités essentielles en matière de santé publique. Pour que l'Amérique soit en bonne santé, la santé des Américains doit passer avant tout. »

Stat - En matière de calendriers de vaccination, les États-Unis font désormais figure d'exception

<https://www.statnews.com/2026/01/09/childhood-vaccination-fact-check-denmark-not-america-is-the-outlier/>

« L'analyse de STAT montre que les hauts responsables ont mis le pays en décalage par rapport aux autres nations. »

Stat - Une nouvelle entrée dans les recommandations alimentaires : des conseils pour maintenir un taux de testostérone sain

<https://www.statnews.com/2026/01/12/dietary-guidelines-now-include-testosterone-health/>

« Bien que les experts aient contesté certaines des recommandations, ils ont salué l'attention portée à la santé masculine. »

PPPR

Comme mentionné dans l'introduction, un nouveau cycle « PABS » aura lieu la semaine prochaine.

Via [la newsletter](#) de Rani : « **La quatrième réunion du [groupe de travail intergouvernemental \(IGWG 4\)](#) reprendra pour une session prolongée du 20 au 22 janvier – voir [le programme de travail](#). Les questions relatives aux contrats, à l'accès aux agents pathogènes et aux obligations en matière de partage des avantages restent des sujets brûlants et devraient occuper la majeure partie du temps de négociation. **Les États membres ont également tenu des sessions informelles à huis clos cette semaine, du 13 au 15 janvier**, afin de discuter des conditions, de la gouvernance et de la mise en œuvre d'un système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS) ... »**

Geneva Health Files - Les objectifs concurrents des accords bilatéraux américains en matière de santé mondiale et du système de partage des avantages liés à l'accès aux agents pathogènes de l'OMS

P Patnaik ; [Geneva Health Files](#) ;

(à lire absolument) Analyse approfondie et très opportune. « Dans cette édition, nous examinons les développements récents, les commentaires et **comparons la manière dont les accords bilatéraux proposés recourent les négociations en cours sur le système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS) à l'Organisation mondiale de la santé...** »

Voici quelques extraits pour vous donner un aperçu :

« Voici quelques points clés à retenir concernant le PABS tel que nous le voyons :

« **Le protocole d'accord bilatéral américain ne promet pas de bénéfices réciproques.** Et pourtant, selon le département d'État américain, 14 pays ont signé ces accords. **Dans les négociations du PABS, comme convenu à l'article 12 de l'accord sur les pandémies, les pays ont accepté de traiter l'accès aux informations sur les agents pathogènes et le partage des avantages sur un pied d'égalité.** Bientôt, les négociations de l'OMS devront déterminer et trouver un moyen de relier ces deux parties du mécanisme. »

« **Souvent, de nombreux pays (développés et en développement) ont rechigné à l'idée de modifier leurs lois et réglementations nationales pour se conformer aux exigences de l'accord sur les pandémies.** Cela va du transfert de technologie à l'établissement de règles sur l'accès des chercheurs à l'information, en passant par des questions plus larges de gouvernance des données. **Pourtant, nous constatons dans ces accords que les pays africains devront réformer leurs systèmes et leurs lois pour se conformer aux dispositions des accords bilatéraux américains.** Outre l'asymétrie dans les négociations, cela montre également, de manière générale, ce que les pays sont prêts à faire pour protéger leurs intérêts. Cela signifie-t-il qu'il est possible de renforcer les dispositions d'un accord international ? Nous devons voir comment les pays abordent cette question, en particulier l'UE, entre autres... ».

PS : Les accords bilatéraux **ont également un impact sur le PPPR (et l'accord sur les pandémies), au-delà du PABS**, affirme M. Patnaik.

La CEPI va financer l'essai pivot de phase 3 pour le candidat vaccin à ARNm contre la grippe pandémique de Moderna

<https://cepi.net/cepi-fund-pivotal-phase-3-trial-modernas-mrna-pandemic-influenza-candidate>

« **L'investissement de la CEPI, qui peut atteindre 54,3 millions de dollars, vise à aider Moderna à obtenir l'autorisation de mise sur le marché de son candidat vaccin contre la grippe pandémique H5.** Ce partenariat renforce la préparation mondiale face à une menace pandémique importante. **Si le vaccin est autorisé et en cas de pandémie de grippe, Moderna allouera 20 % de sa capacité de production de vaccins contre la pandémie H5 à l'approvisionnement rapide des pays à faible et moyen revenu à des prix abordables.** »

Lancet Planetary Health - Programme de mise en œuvre de l'accord sur la pandémie pour le commerce international des espèces sauvages

Jamie K Reaser et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(25\)00296-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(25)00296-7/fulltext)

« Le 16 avril 2025, après trois ans d'intenses négociations, les 194 États membres de l'OMS ont conclu un accord historique proposant des mesures clés pour prévenir, préparer et répondre aux pandémies. Le 20 mai 2025, l'Assemblée mondiale de la santé a adopté l'accord par consensus, un résultat positif à plusieurs égards, notamment en ce qui concerne l'attention portée à la prévention fondée sur la nature. **En tant que coprésidents du groupe de travail Science-Politique de l'Alliance internationale contre les risques sanitaires liés au commerce des espèces sauvages (Alliance), nous nous intéressons particulièrement à la manière dont deux articles clés (articles 4 et 5) de l'accord**

de l'OMS sur les pandémies contribuent à établir une ligne de conduite claire pour atténuer le risque de propagation d'agents pathogènes dans le commerce international des espèces sauvages... ».

« ... **Sur la base de ces articles** de l'accord de l'OMS sur les pandémies et des priorités préalables à l'accord en matière de gouvernance mondiale, **nous proposons des programmes d'action pour les chercheurs, les praticiens, les décideurs politiques, les donateurs et les parties prenantes concernées (panel) dans le cadre de l'initiative « Une seule santé »...** ».

NYT – Les virus de la grippe aviaire suscitent des inquiétudes croissantes parmi les scientifiques

https://www.nytimes.com/2026/01/10/health/bird-flu-viruses-health.html?unlocked_article_code=1.DVA.ze8O.i5z4Kf56D9un&smid=url-share

« Les chercheurs ne s'inquiètent pas seulement de l'apparition du virus dans les fermes américaines. **D'autres types de virus causent des problèmes dans le monde entier.** »

Mpox

Africa CDC - Emergent BioSolutions et PANTHER s'associent pour faire avancer l'étude sur le MpOx menée par Africa CDC

<https://africacdc.org/news-item/emergent-biosolutions-panther-partner-to-advance-africa-cdc-led-mpox-study/>

« Emergent BioSolutions a annoncé un accord de collaboration avec PANTHER afin d'apporter un soutien financier supplémentaire pour poursuivre l'étude « MpOx Study in Africa » (MOSA) menée par l'Africa CDC. Cette initiative vise à faire progresser la recherche sur des traitements efficaces pour les patients diagnostiqués avec le virus mpox, pour lequel il n'existe actuellement aucun traitement antiviral spécifique. **Lancée en 2024, MOSA est un essai clinique en double aveugle et adaptatif, conçu pour évaluer les options thérapeutiques potentielles contre le mpox dans plusieurs pays africains. L'étude a initialement reçu un financement de l'Union européenne et de l'Africa CDC, la République démocratique du Congo (RDC) étant une zone d'intérêt majeure.** »

... ». À mesure que l'étude se poursuit, **l'Africa CDC et PANTHER ont l'intention de l'étendre à de nouveaux pays, notamment à un site en Ouganda**, et de recruter des patients afin d'atteindre la prochaine étape importante... ».

En savoir plus sur les urgences sanitaires

Lancet (Lettre) - Ebola et les prestataires de soins de santé : arguments en faveur de la vaccination préventive

Jean-Pierre Van geertruyden, P Van Damme et al ;

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02459-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02459-6/fulltext)

Conclusion : « ... **La vaccination systématique des professionnels de santé dans les régions exposées au virus Ebola se justifie donc non seulement comme mesure de lutte contre la maladie, mais aussi comme intervention fondamentale en matière de santé au travail.** L'intégration de la vaccination préventive dans les cadres nationaux de préparation et de protection des travailleurs renforcerait la capacité de réponse aux épidémies et la résilience des systèmes de santé. Un investissement soutenu et l'engagement des communautés sont essentiels pour garantir une mise en œuvre durable dans les zones endémiques. »

MNT et déterminants commerciaux de la santé

OMS - La baisse du prix des boissons entraînera une augmentation des maladies non transmissibles et des blessures

<https://www.who.int/news/item/13-01-2026-cheaper-drinks-will-see-a-rise-in-noncommunicable-diseases-and-injuries>

Communiqué de presse concernant deux nouveaux rapports mondiaux publiés mardi. « **L'OMS exhorte les gouvernements à lever les taxes sanitaires sur les boissons sucrées et l'alcool afin de sauver des vies et d'augmenter les recettes fiscales.** »

« **Les boissons sucrées et alcoolisées sont de moins en moins chères en raison des taux d'imposition toujours bas dans la plupart des pays, ce qui favorise l'obésité, le diabète, les maladies cardiaques, les cancers et les blessures, en particulier chez les enfants et les jeunes adultes.** Dans **deux nouveaux rapports mondiaux** publiés aujourd'hui, l'Organisation mondiale de la santé **appelle les gouvernements à renforcer considérablement les taxes sur les boissons sucrées et alcoolisées.** Les rapports avertissent que la faiblesse des systèmes fiscaux permet aux produits nocifs de rester bon marché, tandis que les systèmes de santé sont confrontés à une pression financière croissante due aux maladies non transmissibles et aux blessures évitables... »

« ... **Les rapports montrent qu'au moins 116 pays taxent les boissons sucrées, dont beaucoup sont des sodas. Mais de nombreux autres produits à forte teneur en sucre, tels que les jus de fruits 100 %, les boissons lactées sucrées et les cafés et thés prêts à boire, échappent à la taxation.** ... » « **Un autre rapport de l'OMS montre qu'au moins 167 pays taxent les boissons alcoolisées, tandis que 12 interdisent totalement l'alcool. Malgré cela, l'alcool est devenu plus abordable ou son prix est resté inchangé dans la plupart des pays depuis 2022, car les taxes ne suivent pas le rythme de l'inflation et de la croissance des revenus.** Le vin reste non taxé dans au moins 25 pays, principalement en Europe, malgré des risques sanitaires évidents... »

« ... L'OMS a constaté que dans toutes les régions : les parts fiscales sur l'alcool restent faibles, avec des médianes mondiales de 14 % pour la bière et de 22,5 % pour les spiritueux ; les taxes sur les boissons sucrées sont faibles et mal ciblées, la taxe médiane ne représentant qu'environ 2 % du prix d'un soda sucré courant et ne s'appliquant souvent qu'à un sous-ensemble de boissons, ce qui exclut une grande partie du marché ; et peu de pays ajustent les taxes en fonction de l'inflation, ce qui permet aux produits nocifs pour la santé de devenir de plus en plus abordables. »

- Couverture connexe HPW : [Les taxes nationales sur l'alcool et les boissons sucrées sont « trop faibles pour être efficaces », selon l'OMS](#)

BMJ (Analyse) - Comment la santé publique devrait-elle réagir à l'essor des boissons sans alcool et à faible teneur en alcool ?

<https://www.bmj.com/content/392/bmj-2025-086563>

« John Holmes et ses collègues plaident en faveur d'une approche préventive guidée par les intérêts de la santé publique et tenant compte à la fois des risques et des avantages. »

Messages clés : « Les boissons sans alcool et à faible teneur en alcool (nolo) sont de plus en plus populaires auprès des consommateurs des pays à revenu élevé ; Les boissons nolo peuvent avoir un impact sur la santé publique, mais il existe peu de preuves permettant de déterminer si leurs avantages ou leurs inconvénients se concrétisent actuellement ou se concrétiseront à l'avenir ; Les acteurs de la santé publique devraient contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une approche stratégique et préventive à l'égard des boissons nolo afin de minimiser les risques ; cela implique de s'accorder sur les objectifs fondamentaux des boissons nolo, les mesures susceptibles de permettre d'atteindre ces objectifs et les domaines dans lesquels des preuves supplémentaires sont nécessaires. »

Santé mentale

Éditorial du BMJ – Tendances mondiales en matière de suicide chez les jeunes

P Padmanathan et al ; <https://www.bmj.com/content/392/bmj.s4>

« Le suicide est la troisième cause de décès chez les jeunes. Il est responsable de plus de 150 000 décès chaque année dans le monde, dont la plupart surviennent dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Il est préoccupant de constater que les taux de suicide chez les jeunes semblent augmenter dans de nombreux pays, y compris au Royaume-Uni. En Inde et en Chine, qui représentent ensemble environ un tiers de la population jeune mondiale, la tendance à la baisse observée précédemment semble s'être inversée. L'interprétation de ces tendances est complexe... »

« ... Les recherches sur le suicide ont généralement donné la priorité aux maladies mentales comme facteur déterminant. Cependant, pour que les stratégies de prévention du suicide chez les jeunes aient le plus grand impact possible à l'échelle mondiale, il est essentiel de comprendre les tendances des déterminants sociaux sous-jacents et d'intégrer les données provenant de l'Inde, de

la Chine et d'autres PRFI, qui sont souvent sous-représentées dans les recherches mondiales sur le suicide... »

« ... L'accès au traitement des maladies mentales est important et souvent au centre des stratégies nationales de prévention du suicide. Cependant, **en particulier dans les PRFI, de nombreuses personnes qui se suicident ne souffrent pas de maladie mentale, et il est peu probable qu'il soit possible d'étendre les interventions à toutes les personnes à risque de suicide. Au contraire, des interventions universelles à l'échelle de la population pourraient permettre de réduire davantage les taux de suicide, même si leurs avantages au niveau individuel sont limités... ».**

Accès aux médicaments, aux vaccins et aux autres technologies de santé

BMJ GH - La santé mondiale est en crise : pour atteindre les patients négligés, nous devons repenser la recherche médicale

Luis Pizarro <https://gh.bmj.com/content/11/1/e022292>

« Au milieu du débat actuel sur l'impact dévastateur des récentes réductions d'aide aux programmes de santé mondiaux, **la question du développement à but non lucratif d'outils de santé pour les besoins de santé publique** a reçu peu d'attention. **Le paysage mondial de la santé et le système de recherche et développement (R&D) pharmaceutique basé sur le marché subissent tous deux des changements radicaux, qui auront un impact sur le modèle alternatif de R&D médicale qui a permis de mettre au point avec succès de nouveaux diagnostics, traitements et vaccins à but non lucratif au cours des deux dernières décennies.** Nous devons de toute urgence trouver de nouvelles approches pour continuer à fournir des innovations médicales aux populations négligées par le système de R&D basé sur le marché... ».

Pizarro esquisse une voie à suivre. Il soulève quatre points.

CGD (blog) - Repenser la réglementation pour une Afrique en mutation : un programme de réforme en trois volets

<https://www.cgdev.org/blog/rethinking-regulation-changing-africa-three-part-reform-agenda>

Blog lié à un nouveau document d'orientation du CGD - [Une feuille de route pour renforcer et diversifier les voies réglementaires en Afrique](#) (par J Guzman et al)

« ... S'appuyant sur les développements récents en Afrique et au-delà, **le document propose un programme de réforme en trois volets** : moderniser le programme de préqualification (PQ) de l'OMS pour en faire un validateur rapide et basé sur la confiance ; diversifier les voies régionales et nationales par le jumelage, la désignation WLA et la reconnaissance mutuelle des s ; et harmoniser les facilitateurs en aval tels que les règles d'approvisionnement, les normes de transparence et les cadres juridiques. **Ces réformes sont essentielles pour créer un système réglementaire plus inclusif, plus efficace et ancré dans la région,** qui favorise l'accès rapide aux produits de santé essentiels et s'aligne sur les réalités actuelles des PRFI... »

Stat - Unitaïd fournira des fonds à l'Afrique du Sud et à la Zambie pour élargir l'accès au médicament de prévention du VIH de Gilead

<https://www.statnews.com/pharmalot/2026/01/13/aids-hiv-gilead-unitaid-africa-lenacapavir/>

« Le plan consiste à étendre rapidement la distribution par des canaux non conventionnels. »

« Afin de prévenir la propagation du VIH, Unitaïd fournit 31 millions de dollars à l'Afrique du Sud et à la Zambie dans l'espoir d'élargir l'accès à un médicament préventif révolutionnaire au-delà des cliniques de santé traditionnelles. L'organisation mondiale de la santé des Nations unies travaillera avec les ministères de la santé locaux et les groupes communautaires, entre autres, pour faciliter la distribution du lenacapavir aux populations vulnérables, notamment les travailleurs du sexe et les femmes enceintes et allaitantes, par l'intermédiaire de lieux tels que les pharmacies et les salons de coiffure. L'objectif est d'étendre rapidement la distribution par des canaux non conventionnels afin de tirer parti du potentiel de ce médicament injectable, considéré comme un outil révolutionnaire pour éradiquer le VIH, car il offre une protection pratiquement totale contre la contraction du virus avec une seule administration tous les six mois. ... »

- Pour en savoir plus, consultez le communiqué de presse d'UNITAID - [Unitaid approuve de nouveaux investissements pour accélérer l'accès équitable au lenacapavir pour la prévention du VIH](#)
- Connexes : [De l'innovation à l'impact : réflexions du Dr Philippe Duneton sur les 20 ans d'Unitaid](#) (directeur exécutif d'UNITAID)

Guardian - Une étude américaine controversée sur les vaccins contre l'hépatite B en Afrique est annulée

<https://www.theguardian.com/us-news/2026/jan/15/hepatitis-b-vaccines-study-africa-cancel>

« Ce projet de 1,6 million de dollars a suscité l'indignation en raison de questions éthiques liées à la rétention de vaccins dont l'efficacité dans la prévention de la maladie a été prouvée. »

« L'étude controversée financée par les États-Unis sur les vaccins contre l'hépatite B chez les nouveau-nés en Guinée-Bissau a été interrompue, selon Yap Boum, haut responsable des Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC). »

Tweet associé : « *Il est important de souligner que cette décision émane des responsables africains de la santé. Elle montre que « les institutions se renforcent » en s'opposant aux études contraires à l'éthique et exploitant les populations africaines, a déclaré @boghuma.bsky.social.* »

Science - Un nouveau médicament contre l'hépatite B pourrait aider à « guérir fonctionnellement » certains patients

<https://www.science.org/content/article/new-hepatitis-b-drug-could-help-functionally-cure-some-patients>

« Les scientifiques saluent l'annonce de GSK concernant la réussite de deux essais, même si les données sont encore insuffisantes. »

PS : « ... les chercheurs militent depuis longtemps en faveur d'un traitement fonctionnel : un traitement d'une durée limitée qui réduirait suffisamment le niveau viral pour permettre au système immunitaire de contrôler le virus par lui-même. Les médicaments existants, des analogues de nucléosides ou de nucléotides qui perturbent la réplication de l'ADN du virus, peuvent bloquer une enzyme qui fabrique de nouveaux virus, mais ils n'apportent une guérison fonctionnelle qu'à moins de 1 % des personnes qui les prennent. Ils sont également inaccessibles à de nombreux patients dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et ils ne parviennent parfois pas à stopper la progression de la maladie... »

Gavi utilise le football en Afrique pour renforcer la confiance dans le vaccin contre le HPV

<https://healthtimes.co.zw/gavi-uses-football-in-africa-to-boost-hpv-vaccine-confidence/>

« Gavi, l'Alliance du vaccin, en partenariat avec la CAF et l'UEFA, a lancé [il y a quelque temps](#) le programme Goal Getters , qui utilise le football pour combattre les mythes et renforcer la confiance dans le vaccin contre le HPV... »

« Dans une **interview exclusive** accordée à HealthTimes, **Olly Cann, directeur de la communication chez Gavi, l'Alliance du vaccin, explique comment cette initiative change les perceptions et renforce la confiance à travers l'Afrique...** »

Citation : « Du point de vue de Gavi, **le sport, et en particulier le football, est un moyen particulièrement efficace d'impliquer les adolescents, qui sont souvent négligés par les canaux de communication traditionnels en matière de santé...** »

Décoloniser la santé mondiale

Daniel Reidpath - Devenir un chercheur décolonial

<https://www.papyruswalk.com/2026/01/on-becoming-a-decolonial-scholar/>

Bien écrit. Mais il est **temps d'organiser un débat/webinaire (virtuel)** entre les protagonistes de ce débat, je dirais (*@Health Systems Global, Alliance for HPSR, ... pouvez-vous le faire*) ?

Santé planétaire

Guardian - Selon les experts, l'activité humaine a contribué à faire de 2025 la troisième année la plus chaude jamais enregistrée

<https://www.theguardian.com/environment/2026/jan/14/human-activity-helped-make-2025-third-hottest-year-on-record-experts-say>

« Les données conduisent **les scientifiques à déclarer que l'accord de Paris de 2015** visant à maintenir le réchauffement climatique en dessous de **1,5 °C** est « mort dans l'œuf ».

- Voir aussi **Actualités sur le changement climatique - [Le réchauffement climatique a dépassé la limite clé de 1,5 °C au cours des trois dernières années, selon les scientifiques de l'UE](#)**

« Selon Copernicus, au rythme actuel du réchauffement, **le monde est en passe de dépasser la limite de température à long terme de 1,5 °C** fixée par l'accord de Paris avant la fin de la décennie. »

Université d'Exeter - La sous-estimation du réchauffement climatique pose des risques climatiques et financiers majeurs

<https://news.exeter.ac.uk/faculty-of-environment-science-and-economy/underestimates-in-global-warming-pose-major-climate-and-financial-risks/>

« Une nouvelle analyse suggère que la planète pourrait être plus sensible aux gaz à effet de serre que ne le supposent de nombreux modèles, ce qui signifie que les températures pourraient augmenter plus rapidement et entraîner des risques climatiques bien plus importants que ne le prévoient les décideurs politiques et les institutions financières. Un effet « refroidissant » caché de la pollution atmosphérique agit comme un pare-soleil, réduisant actuellement le réchauffement d'environ 0,5 °C, mais à mesure que cette pollution est éliminée, cet effet protecteur disparaît, contribuant ainsi à un réchauffement supplémentaire. **Les actuaire et les scientifiques appellent à une action d'urgence – un plan de solvabilité planétaire – afin d'éviter les impacts climatiques extrêmes et les points de basculement qui pourraient compromettre le système financier mondial et avoir des conséquences catastrophiques sur le plan humain, social et économique.** »

[Le rapport Parasol Lost](#) avertit que les températures mondiales augmentent plus rapidement que prévu, en raison de la perte du « refroidissement par aérosols », un effet parasol caché créé par la pollution atmosphérique qui a compensé environ 0,5 °C de réchauffement. Ce parasol caché est en train de disparaître à mesure que la pollution est réduite, notamment grâce à la réglementation du transport maritime. L'accélération du réchauffement s'explique également par la sensibilité de la Terre aux gaz à effet de serre (« sensibilité climatique »), qui, selon des études récentes, pourrait être plus élevée que prévu. Co-rédigé par le Dr Jesse Abrams, de l'équipe [Green Futures Solutions](#) d'Exeter et [du Global Systems Institute](#), le rapport avertit que, sans action, le réchauffement climatique devrait désormais atteindre 2 °C d'ici 2050. Ce niveau de réchauffement est associé à des impacts catastrophiques sur les sociétés et les économies du monde entier, avec des perturbations majeures des systèmes alimentaires et hydriques, des migrations et de la santé humaine... ».

« Cela **augmente le risque d'inflation liée au climat, de chocs financiers et de retrait des assurances dans les zones à haut risque beaucoup plus tôt que prévu, ce qui augmente à son tour le risque d'instabilité financière généralisée et d'« insolvabilité planétaire »**, c'est-à-dire le risque d'effondrement social et économique dû à la perte des systèmes de soutien essentiels de la nature. »

Phys.org - Les scientifiques appellent à une « réinitialisation des systèmes » pour redéfinir le développement durable

<https://phys.org/news/2026-01-scientists-reset-redefine-sustainable.html>

« Une [nouvelle étude internationale](#) appelle à une refonte fondamentale de la manière dont l'humanité comprend et poursuit le développement durable. L'article est publié dans la revue *Communications Sustainability*. »

« L'article soutient que **les cadres actuels de durabilité, fondés sur un modèle à trois piliers séparant la nature, la société et l'économie, ne sont pas adaptés** à un monde confronté à l'accélération du changement climatique, à la perte de biodiversité et aux inégalités. Les **auteurs proposent un nouveau modèle systémique qui, selon une approche ascendante, place la nature comme fondement, soutenant les économies au niveau suivant, qui apportent des avantages d' s au troisième niveau, la société**. D'un point de vue descendant, les valeurs sociétales et les systèmes de gouvernance déterminent la manière dont les populations organisent leurs économies et, par conséquent, la manière dont celles-ci affectent la nature dont elles dépendent... »

« **Ce passage de piliers isolés à des couches intégrées, incorporant des perspectives ascendantes et descendantes, favorise le rééquilibrage du développement mondial dans les limites de la planète et garantit des résultats équitables pour tous.** ... Le modèle postule que **trois types de capital – naturel, économique et social – sous-tendent la durabilité** et sont liés par une rétroaction qui détermine si les sociétés prospèrent ou déclinent. **Lorsqu'un type de capital est surexploité ou épuisé, le système se déstabilise.** Le modèle systémique soutient que **lorsque tous les types de capital sont maintenus en équilibre, la résilience, le bien-être et la sécurité à long terme deviennent possibles.** »

« ... En clarifiant les relations entre la nature, l'économie et la société, **le modèle apporte une amélioration à la fois conceptuelle et pragmatique au cadre actuel du développement durable et à ses objectifs de développement durable (ODD), soutenant les discussions sur un programme mondial de développement durable pour l'après-2030 axé sur l'équilibre des systèmes et la diversité des valeurs.** Le document **appelle à une « réinitialisation des systèmes » afin de réorienter** le développement, non seulement du point de vue des gouvernements, mais aussi des entreprises et de la société dans son ensemble, vers un équilibre entre la nature, l'économie et la société... »

Ils recommandent **quatre changements**.

Guardian - La production d'électricité à partir du charbon diminue en Chine et en Inde pour la première fois depuis les années 1970

<https://www.theguardian.com/business/2026/jan/13/coal-power-generation-falls-china-india-since-1970s>

« Selon une analyse, ce moment « historique » dans les plus grands pays consommateurs de charbon pourrait entraîner une baisse des émissions mondiales.

« La baisse simultanée de la production d'électricité à partir du charbon dans les plus grands pays consommateurs de charbon au monde n'avait pas été observée depuis 1973, selon les analystes du Centre for Research on Energy and Clean Air, et a été favorisée par le déploiement record de projets d'énergie propre. L'étude, commandée par le site d'information sur le climat [Carbon Brief](#), a révélé que la production d'électricité par les centrales à charbon a baissé de 1,6 % en Chine et de 3 % en Inde l'année dernière, après que l'essor des énergies propres dans ces deux pays ait largement suffi à répondre à leur demande croissante en énergie... »

Actualités des Nations Unies - Les économistes « au-delà du PIB » plaident en faveur de mesures plus claires du bien-être et de la durabilité

<https://news.un.org/en/story/2026/01/1166740>

« Les meilleurs experts financiers [se réunissent](#) cette semaine à l'ONU à Genève pour réclamer une refonte radicale de la manière dont la croissance économique est mesurée, en réponse aux inquiétudes selon lesquelles les mesures du PIB ne fournissent que peu d'informations sur les progrès réalisés en matière d'objectifs clés de durabilité qui sont essentiels à notre survie. Soutenue par l'agence des Nations Unies pour le commerce et le développement, la CNUCED et d'autres partenaires, l'initiative « Au-delà du PIB » reconnaît l'avertissement du secrétaire général António Guterres selon lequel l'élaboration des politiques mondiales repose trop sur les données du produit intérieur brut mondial. »

« ... Leurs discussions, qui se tiendront plus tard cette semaine au Palais des Nations à Genève, constitueront la deuxième réunion en personne du groupe d'experts depuis sa création en mai dernier, après la signature par les États membres de l'ONU du Pacte pour l'avenir 2024, dont l'un des objectifs est de rendre la gouvernance mondiale plus inclusive et plus efficace. « Notre approche mettra l'accent sur le fait qu'un meilleur bien-être et ses moteurs - tels que la santé, le capital social et la qualité de l'environnement - sont non seulement bons pour le bien-être de la société, mais contribuent également de manière intégrale à la prospérité économique », a déclaré le groupe d'experts dans un [rapport intermédiaire](#) publié en novembre.

« ... Leurs tâches consistent notamment à élaborer une première liste d'indicateurs de développement durable propres à chaque pays et universellement applicables afin de créer un tableau de bord qui fournisse aux gouvernements les informations dont ils ont besoin pour atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD). Le groupe d'experts fournira également des conseils sur la manière de maximiser l'utilisation du tableau de bord et de hiérarchiser la collecte de données afin de rendre opérationnels le tableau de bord et les indicateurs des ODD. »

Guardian - Les 1 % les plus riches du monde ont déjà utilisé leur part équitable d'émissions pour 2026, selon Oxfam

<https://www.theguardian.com/environment/2026/jan/10/world-richest-used-fair-share-emissions-2026-oxfam>

« Selon une étude, les 1 % les plus riches ont mis 10 jours pour épuiser le budget carbone annuel, tandis que les 0,1 % les plus riches n'ont eu besoin que de trois jours. »

Guardian - La décision de Trump de retirer les États-Unis d'un traité clé des Nations unies sur le climat pourrait être illégale, selon des experts

<https://www.theguardian.com/us-news/2026/jan/12/trump-un-climate-treaty-unfccc>

« La note du président indiquant que les États-Unis « se retireront » de la CCNUCC marque la première tentative d'un pays de se retirer de l'accord. »

Social Forces – Une politique climatique stricte permet-elle de dissocier la croissance économique des émissions de gaz à effet de serre ?

R P Thombs et al <https://academic.oup.com/sf/advance-article-abstract/doi/10.1093/sf/soaf217/8417706?redirectedFrom=fulltext&login=false>

« ... Nous élargissons ici la littérature en testant si une politique climatique plus stricte modère l'effet de la croissance économique sur les émissions de gaz à effet de serre à l'aide de données de panel de 1990 à 2022 pour quarante-neuf pays. En nous appuyant sur l'estimateur à effets fixes bidirectionnels étendu, nous proposons une approche pour estimer les effets spécifiques à chaque pays et les effets moyens à court et à long terme à l'aide de modèles dynamiques qui, comme nous le montrons à l'aide d'expériences Monte Carlo, sont plus performants que d'autres estimateurs macro-panel. Grâce à cette approche, nous constatons qu'en moyenne, une politique climatique stricte découple la croissance économique des émissions à court et à long terme, et que cet effet de découplage est plus important dans les pays à revenu élevé. Cependant, nous constatons également qu'une politique plus stricte est associée à une augmentation des émissions dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Nous construisons ensuite un monde hypothétique composé de trois pays : un pays à faible revenu, un pays à revenu intermédiaire et un pays à revenu élevé, et nous développons une série de scénarios qui diffèrent en fonction de leur taux de croissance économique et de la rigueur de leur politique climatique . Les résultats suggèrent que les scénarios de stabilisation et de décroissance offrent les avenir les plus durables en termes de réduction des émissions et que la décroissance est la plus équitable en termes de réduction des émissions... »

Conflit/guerre/génocide et santé

Guardian - La guerre à Gaza entraîne une baisse de 41 % des naissances, suscitant des allégations de violence reproductive

<https://www.theguardian.com/world/2026/jan/14/gaza-war-fall-in-births-reproductive-violence>

« La guerre menée par Israël à Gaza a causé un nombre élevé de décès maternels et néonataux, selon deux rapports. »

« ... Deux rapports rédigés par Physicians for Human Rights, en collaboration avec la Global Human Rights Clinic de la faculté de droit de l'université de Chicago, et Physicians for Human Rights-Israel

documentent comment la guerre a entraîné un nombre élevé de décès maternels et néonataux, des accouchements forcés dans des conditions dangereuses et le démantèlement systématique des services de santé – conséquences **d'une « intention délibérée d'empêcher les naissances parmi les Palestiniens, répondant aux critères juridiques de la Convention sur le génocide »**, ont déclaré les chercheurs. »

Lancet (Lettre) – Santé, droits humains et l'exception palestinienne

E Reinhart et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02629-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02629-7/fulltext)

Revenant sur : « En **décembre 2025**, la **Harvard T H Chan School of Public Health** a annoncé que **Mary T Bassett quitterait son poste** de directrice du François-Xavier Bagnoud (FXB) Center for Health and Human Rights... ».

Conclusion : « ... Un domaine de la santé publique qui ne peut décrire la destruction du système de santé de Gaza perd son autorité éthique partout, un discours sur les droits humains qui exclut les Palestiniens ne peut prétendre de manière crédible à l'universalité, ni à aucune base légitime, et une université qui sanctionne les chercheurs pour avoir appliqué des méthodes établies à des réalités politiquement gênantes ne trahit pas seulement ses idéaux, elle se remodèle activement au service de la répression. »

New Humanitarian - De Gaza au Soudan : la cohérence morale comme alibi colonial

Gert van Hecken ; <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2026/01/12/gaza-sudan-moral-consistency-colonial-alibi>

« Il ne s'agit pas de tragédies concurrentes, mais **de lieux liés entre eux par le capitalisme racial, le militarisme et l'abandon.** »

Quelques articles et rapports supplémentaires

Lancet Regional Health Africa – Disparités en matière de santé et fardeau des infections fongiques en Afrique

F Bongomin et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanafri/article/PIIS3050-5011\(25\)00014-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanafri/article/PIIS3050-5011(25)00014-8/fulltext)

« **Les infections fongiques constituent un facteur silencieux mais dévastateur de morbidité et de mortalité en Afrique. Bien qu'elles soient responsables d'environ 3,8 millions de décès chaque année dans le monde, soit un chiffre comparable à celui de la tuberculose (TB) et du VIH, les maladies fongiques restent négligées dans les priorités de santé publique et les programmes de recherche.** Les conséquences de cette négligence sont flagrantes sur tout le continent africain, où la **faiblesse des capacités de diagnostic, les inégalités thérapeutiques et la faible sensibilisation**

clinique perpétuent des décès évitables. L'Afrique subsaharienne est la région du monde la plus touchée par les maladies fongiques... »

« ...Pour lutter contre les disparités en matière de maladies fongiques en Afrique, il faut un changement de paradigme fondé sur l'équité en matière de santé. Trois domaines requièrent une attention urgente. Premièrement, les capacités de diagnostic doivent être renforcées grâce à des laboratoires de référence régionaux, des tests abordables au point de service et l'intégration du diagnostic fongique dans les plateformes existantes de lutte contre le VIH et la TB. Le succès du dépistage de l'antigène cryptococcique démontre que les tests fongiques au chevet du patient peuvent transformer les résultats. Deuxièmement, **l'accès aux antifongiques doit être garanti par des achats groupés, des licences génériques et des approches de fabrication locale.** Le modèle du Fonds mondial offre un modèle pour garantir un accès équitable aux antifongiques vitaux. Troisièmement, **l'éducation et la recherche doivent être renforcées. La mycologie devrait être intégrée dans les programmes d'études médicales et de laboratoire, et la recherche menée par l'Afrique devrait être prioritaire afin de générer des données et des innovations spécifiques au contexte.** Les données générées localement, telles que les essais sur la CM, ont déjà remodelé les directives de l'OMS et réduit la mortalité due à la CM de près d'un quart. ... »

« La liste 2022 des agents pathogènes fongiques prioritaires de l'OMS fournit une feuille de route pour le plaidoyer et la réforme des politiques. Inclusion des maladies fongiques dans les programmes de couverture sanitaire universelle, les listes de médicaments essentiels et les stratégies nationales de lutte contre la résistance aux antimicrobiens. Les collaborations Nord-Sud et Sud-Sud devraient se concentrer sur le transfert de technologies, le renforcement des capacités et les partenariats de recherche équitables... »

« ... Alors que l'Afrique renforce sa préparation aux pandémies et sa couverture sanitaire universelle, la mycologie ne doit plus rester dans l'ombre. L'intégration des maladies fongiques dans les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et les MNT est à la fois un impératif scientifique et une question de justice. Sans investissement délibéré, des millions d'Africains continueront de mourir d'infections traitables... »

Commentaire du Lancet – Le dosage fractionné minimal du vaccin contre la fièvre jaune ne s'étend pas aux nourrissons

L Turtle ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02364-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02364-5/fulltext)

Commentaire relatif à une nouvelle étude du Lancet – [Vaccination à faible dose contre la fièvre jaune chez les nourrissons : essai randomisé, en double aveugle, de non-infériorité](#)

Étude menée au Kenya et en Ouganda.

Interprétation des résultats : **« Par rapport à la dose standard du vaccin contre la fièvre jaune, une dose de 500 UI n'a pas satisfait au critère de non-infériorité, ce qui suggère que les exigences en matière de dose minimale chez les adultes ne sont pas généralisables aux nourrissons.** Par conséquent, les **doses standard du vaccin contre la fièvre jaune doivent être utilisées pour les nourrissons dans le cadre du Programme élargi de vaccination de l'OMS.** »

Divers

Lancet – Hors ligne : Information — crise, quelle crise ?

R Horton ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00039-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00039-5/fulltext)

Horton s'attarde sur **la crise de l'information au^{XXI}^e siècle**.

« J'ai suggéré la semaine dernière que la journaliste philippine Maria Ressa (lauréate du prix Nobel de la paix 2021) était un bon point de départ si vous cherchez un guide pour le plaidoyer politique en faveur de la santé. Son livre *How to Stand Up to a Dictator* (2022) est un mémoire, mais bien plus encore. Une autre autrice qui suscite beaucoup d'intérêt (du moins au Royaume-Uni) est **Naomi Alderman et son livre *Don't Burn Anyone at the Stake Today* (2025)**. Alderman est une érudite classique, romancière et animatrice de radio. Bien que Ressa et Alderman écrivent à partir de perspectives différentes, leurs cibles coïncident. **Elles diagnostiquent toutes deux une crise de l'information comme étant emblématique de notre époque...** »

Horton n'est pas tout à fait d'accord. Il conclut en s'inspirant d'Hannah Arendt : « ... **certaines institutions publiques sont des remparts essentiels pour défendre ces faits**. Arendt cite **deux « refuges de la vérité » : le pouvoir judiciaire et les universités**. Elle soutient que c'est au sein de ces institutions de justice et de savoir que se créent les conditions permettant à la vérité de prévaloir. Et c'est peut-être là que réside l'origine de notre activisme : dans les connaissances que nous créons, diffusons et défendons. »

Stat - ChatGPT et Claude se lancent dans le domaine des conseils de santé. Faut-il leur faire confiance ?

<https://www.statnews.com/2026/01/12/chatgpt-claude-offer-health-advice-should-you-trust-it/>

(accès restreint) « **Les chatbots pourraient élargir l'accès à certains utilisateurs, mais ces outils ne sont pas validés pour répondre aux questions des consommateurs en matière de santé.** »

« Ces entreprises se lancent dans le domaine des conseils de santé alors qu'elles font l'objet de poursuites judiciaires très médiatisées accusant leurs chatbots d'avoir causé des dommages, voire des décès. Elles ont également été critiquées par les législateurs pour ne pas avoir pris suffisamment de mesures afin d'éviter ces prétendus impacts. Néanmoins, pour les patients qui ne peuvent pas consulter un médecin, il peut être utile d'avoir quelque chose plutôt que rien lorsqu'ils ont des questions sur leur santé. Lire la suite... ... **sur la manière dont les experts évaluent les risques et les avantages potentiels de cette technologie...** »

BMJ (Opinion) - L'appel du BMJ 2025-26 : mettre fin au cycle de la violence sexuelle en République démocratique du Congo exige des mesures concrètes

Anonyme ; <https://www.bmj.com/content/392/bmj.s38>

« **La violence sexuelle doit être traitée comme une responsabilité collective, et non comme une tragédie isolée.** »

« ... La violence sexuelle en RDC est une urgence médicale critique qui met en danger la santé, la dignité et la vie de milliers de femmes, de filles, d'hommes et de garçons. Je porte cette réalité dans ma vie personnelle. Je suis une **mère congolaise qui travaille avec Médecins Sans Frontières (MSF). La crainte que mes filles puissent subir la violence à laquelle je suis confrontée quotidiennement ne me quitte jamais... »**

Actualités de l'ONU - Au cœur du changement : l'initiative Spotlight met en lumière les avancées réalisées dans la lutte contre la violence sexiste

<https://news.un.org/en/story/2026/01/1166721>

« Selon Erin Kenny, coordinatrice mondiale de l'**initiative Spotlight, un partenariat entre les Nations unies et l'Union européenne visant à lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles**, c'est en plaçant les femmes **et les filles** « au cœur de chaque décision » que l'on parvient à les protéger contre la **violence** sexiste. »

« **Au cœur du changement : l'initiative Spotlight** met en lumière les avancées réalisées dans la lutte contre la violence sexiste... »

« ... **Depuis 2017, Spotlight œuvre à la prévention de la violence, de la violence sexuelle et sexiste (GBV), ainsi que des féminicides, de la traite des êtres humains et de l'exploitation par le travail.** Dans le monde, une femme sur trois a été victime de violence physique ou sexuelle, et dans de nombreux endroits, ce chiffre est encore plus élevé. **Voici quelques-unes des avancées majeures de l'initiative mises en évidence dans un rapport axé sur ses approches innovantes et ses réalisations durables au cours des sept dernières années.** ... »

Gouvernance mondiale de la santé et gouvernance de la santé

Actualités de l'ONU - L'ONU « mérite qu'on se batte pour elle » : le président de l'Assemblée générale

<https://news.un.org/en/story/2026/01/1166763>

« **Alors que le système multilatéral est sous pression et attaqué, les États membres doivent se battre pour les Nations unies**, a déclaré mercredi la présidente de l'Assemblée générale, en exposant ses priorités pour la reprise de la 80e session. »

« ... « **Ma principale priorité aujourd'hui et pour les 237 prochains jours** en tant que présidente de l'Assemblée générale est **de défendre, avec vous, cette institution, sa Charte et les principes qui y sont inscrits** », a déclaré Mme Baerbock. «

Devex - Exclusif : dans les coulisses du plan américain et onusien visant à refondre le financement des crises humanitaires

<https://www.devex.com/news/exclusive-inside-us-un-plan-to-remake-funding-for-humanitarian-crises-111682>

« Un protocole d'accord confidentiel annonce un changement dans l'équilibre des pouvoirs entre les agences humanitaires des Nations unies. »

« À la fin de l'année dernière, les États-Unis se sont engagés à verser 2 milliards de dollars à l'ONU jusqu'en 2026 pour répondre aux crises humanitaires les plus urgentes dans quelque dix-sept pays, dont la République démocratique du Congo, Haïti, la Syrie et le Soudan. Au sein de l'ONU, ce nouveau plan de financement a marqué un certain changement dans l'équilibre institutionnel des pouvoirs, plaçant la gestion des fonds américains entre les mains du coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, Tom Fletcher, tout en donnant aux coordinateurs humanitaires de l'ONU sur le terrain le pouvoir de déterminer comment cet argent sera dépensé... »

Les plus grandes et les plus puissantes agences d'aide humanitaire de l'ONU, notamment le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, devront se disputer les ressources de plus en plus rares au sein de la bureaucratie onusienne. À terme, le département d'État envisage que tous les financements américains destinés aux activités humanitaires de l'ONU soient acheminés par le biais de fonds communs gérés par le bureau de M. Fletcher... »

Également avec le point de vue de J. Konyndyk.

Devex (Opinion) – Les responsables du développement doivent gagner la bataille narrative ou disparaître

B Farnoudi (ancien porte-parole de Kofi Annan) ; <https://www.devex.com/news/development-leaders-must-win-the-narrative-battle-or-disappear-111668>

« La plupart des gens peuvent citer les noms des dirigeants de Tesla et Meta, mais pas ceux des responsables des organisations qui protègent le climat, la démocratie et la nature. Dans le paysage médiatique actuel, cette invisibilité équivaut à une condamnation à mort. »

« ... En se limitant à l'administration plutôt que de devenir des champions visibles du grand public, les hauts dirigeants de ces organisations ont commis le péché capital de l'invisibilité dans une économie de l'attention — une erreur stratégique que des centaines de milliers de personnes dépendant de ces organisations paient aujourd'hui... »

C'est en effet une partie de l'histoire, mais pas toute l'histoire.

Devex - La BAD et les financiers arabes s'orientent vers une coopération plus étroite

<https://www.devex.com/news/afdb-and-arab-financiers-move-toward-closer-cooperation-111689>

« Les deux parties ont signé une déclaration commune visant à renforcer la coordination en matière de financement, d'opérations et de planification à long terme. »

« La Banque africaine de développement et le Groupe de coordination arabe ont conclu cette semaine leurs réunions à Abidjan, en Côte d'Ivoire, marquant ainsi la première fois que le bloc des institutions financières arabes de développement se réunissait au siège de la BAD. Cette réunion a été largement considérée comme un **signe du renforcement des liens entre la banque et la région arabe, à un moment où les budgets d'aide occidentaux sont sous pression et où les besoins de financement de l'Afrique restent considérables**. Pour le président de la BAD, Sidi Ould Tah, qui a pris ses fonctions en septembre, ces réunions ont également constitué un **premier test de son projet de positionner la banque comme un pont entre l'Afrique et de nouvelles sources de capitaux, en particulier celles du Golfe...** »

Politique mondiale - Afrique du Sud : les ambiguïtés d'une puissance moyenne

Garth L. le Pere ; <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1758-5899.70120>

« L'Afrique du Sud représente un type intéressant de puissance moyenne. Cela tient à sa puissance économique héritée en tant que moteur de l'Afrique et à sa lutte pour la libération contre l'apartheid, deux facteurs qui ont façonné sa transition démocratique. Les traditions de libération et de démocratie ont à leur tour profondément influencé la manière dont l'Afrique du Sud a mené sa politique étrangère sous le régime de l'African National Congress. Ses relations extérieures s'inspirent d'une conviction profonde quant à la compatibilité entre les droits de l'homme, la démocratie, la diplomatie de solidarité, l'internationalisme actif et les impératifs de développement du pays visant à remédier aux privations raciales du passé de l'apartheid. Cependant, le pays a failli à répondre aux exigences complexes, exigeantes et en rapide évolution, tant au niveau national qu'international. **Bien qu'il ait certainement enregistré des progrès impressionnants en tant qu'« entrepreneur normatif » respecté sur la scène mondiale, ce qui a renforcé ses références multilatérales, sa marque et son image mondiales ont souffert d'un syndrome pathologique croissant au niveau national, qui comprend la corruption, la mauvaise gouvernance, l'abus des ressources publiques, aggravé par des niveaux croissants de pauvreté, de chômage et d'inégalité liés à la race.** L'article visait à mettre en évidence la manière dont **ces ambiguïtés ont freiné et limité les ambitions de l'Afrique du Sud en tant que puissance moyenne.**

Voies de développement - Revenir à la sécurité sociale du XIXe siècle : est-ce là la principale réalisation de l'engagement de la Banque mondiale en matière de sécurité sociale au cours des dernières décennies ?

S Kidd ; [Development Pathways](#) ;

Belle critique littéraire.

« Bloomsbury vient de publier un **nouvel ouvrage de Matthew Greenslade, intitulé « *Beyond the World Bank: the Fight for Universal Social Protection in the Global South* » (Au-delà de la Banque mondiale : la lutte pour une protection sociale universelle dans les pays du Sud)**. Comme son titre l'indique, il s'agit d'une **critique virulente de l'approche de la Banque mondiale en matière de sécurité sociale dans les pays à faible et moyen revenu**. Il montre comment, **malgré l'engagement apparent de la Banque mondiale en faveur d'une protection sociale universelle – comme en**

témoigne son adhésion à l'USP2030 – elle a toujours promu une forme néolibérale et régressive de sécurité sociale, utilisant son pouvoir considérable pour s'assurer que les pays se conforment à sa volonté... ».

IDOS (Note d'orientation) - Rentabiliser les avantages mondiaux : la réforme de la Banque mondiale pour soutenir les biens publics mondiaux

<https://www.idos-research.de/policy-brief/article/making-global-benefits-pay-the-world-bank-reform-to-support-global-public-goods/>

« ... Il y a un an, la Banque mondiale a lancé le Cadre pour les incitations financières (FFI) afin de renforcer le soutien aux biens publics mondiaux dans ses opérations. Cet instrument novateur encourage les pays à mettre en œuvre des projets d'investissement et des politiques ayant des retombées positives pour d'autres pays en offrant des incitations financières ciblées. Élément central de la réforme Evolution de la Banque mondiale, le FFI reflète la reconnaissance du fait que des investissements relativement modestes dans les pays clients peuvent générer des avantages mondiaux substantiels, tant pour les autres économies en développement et émergentes que pour les pays actionnaires de la Banque. Son défi consiste à intégrer les aspects non financiers des biens publics mondiaux et les motivations multiples qui poussent à les fournir dans le cadre d'opérations bancables. Cette note d'orientation examine la pertinence des BPM pour le développement et présente l'approche de la Banque mondiale pour soutenir leur fourniture dans les pays clients par le biais du FFI. ... » Découvrez les points clés à retenir.

Réforme du BMZ : comment Alabali Radovan répond aux critiques concernant la coopération au développement

<https://table.media/en/africa/feature/bmz-reform-how-alabali-radovan-is-responding-to-criticism-of-development-cooperation>

« Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a présenté son plan de réforme intitulé « Façonner ensemble l'avenir mondial ». La coopération au développement doit être adaptée aux nouvelles réalités géopolitiques et alignée plus clairement sur les intérêts allemands. »

- Le plan (en allemand) : [Zukunft zusammen global gestalten](#).

Pour en savoir plus, consultez le profil LinkedIn de [S Klingebiel](#) : <https://www.linkedin.com/in/stephan-klingebiel-9242892b/>

Rapport final d'évaluation à mi-parcours de la « Stratégie mondiale du gouvernement fédéral allemand en matière de santé » (2020)

<https://www.bundesgesundheitsministerium.de/service/publikationen/details/ergebnisbericht-zum-review-prozess-der-strategie-der-bundesregierung-zu-globaler-gesundheit.html>

Via Global Health Hub Germany (LinkedIn) : <https://lnkd.in/dKp2H7Vy>

« Le rapport examine les résultats obtenus jusqu'à présent et les ajustements nécessaires, notamment à la lumière de l'évolution de l'architecture mondiale de la santé. **Il décrit comment l'Allemagne entend développer son rôle dans le domaine de la santé mondiale et définit huit domaines prioritaires** pour la période allant jusqu'en **2030** : prévention, action climatique dans le secteur de la santé et résilience des systèmes de santé, coopération internationale et développement des ressources humaines dans le domaine de la santé, préparation aux pandémies, recherche et innovation... ».

CSU et APS

Lancet Regional Health Americas - Facteurs favorables et obstacles à la mise en œuvre de soins de santé basés sur la valeur en Amérique latine : une analyse qualitative des politiques à l'échelle internationale

Michael Touchton, F M Knaul et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanam/article/PIIS2667-193X\(25\)00318-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanam/article/PIIS2667-193X(25)00318-7/fulltext)

« Les soins de santé basés sur la valeur (VBHC) représentent un changement de paradigme, passant du modèle traditionnel de rémunération à l'acte à un modèle de rémunération à la valeur, visant à optimiser les résultats pour les patients par rapport au coût. Cette étude évalue la transition vers les VBHC dans trois pays d'Amérique latine : l'Argentine, le Brésil et le Mexique. En identifiant les obstacles et les opportunités pour libérer la valeur dans ces systèmes de santé, elle fournit des recommandations pour faire progresser les VBHC dans toute la région... »

Systèmes de santé et réforme - Étendre la couverture d'assurance maladie sociale au secteur informel en Zambie : leçons et enseignements tirés des pays à revenu faible et intermédiaire

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/23288604.2025.2592387?src=>

Par Oliver Kaonga et al.

Préparation et réponse aux pandémies / Sécurité sanitaire mondiale

Santé internationale - Renforcement des capacités du RSI en RDC : conclusions de l'évaluation 2022 de l'e-SPAR et du NAPHS

<https://academic.oup.com/inthealth/advance-article/doi/10.1093/inthealth/ihaf145/8424009?searchresult=1>

Par Jean Paul Muambangu Milambo et al.

Santé planétaire

Actualités sur le changement climatique - Les énergies renouvelables créent moins d'emplois à l'échelle mondiale alors que la transition énergétique entre dans une nouvelle phase

<https://www.climatechangenews.com/2026/01/11/renewables-create-fewer-jobs-globally-as-energy-transition-enters-new-phase/>

(accès restreint) « La forte augmentation de l'emploi liée aux équipements et à l'installation d'énergies propres ralentit, car les usines à grande échelle et l'automatisation croissante nécessitent moins de main-d'œuvre. »

Guardian – « Des impacts profonds » : les données montrent que la chaleur record des océans intensifie les catastrophes climatiques

<https://www.theguardian.com/environment/2026/jan/09/profound-impacts-record-ocean-heat-intensifying-climate-disasters>

« Les océans absorbent 90 % du réchauffement climatique mondial, ce qui en fait un indicateur flagrant de la progression inexorable de la crise climatique. »

« Les océans du globe ont absorbé des quantités colossales de chaleur en 2025, établissant un nouveau record et alimentant des conditions météorologiques encore plus extrêmes, ont rapporté des scientifiques. **Plus de 90 % de la chaleur piégée par la pollution carbone causée par l'humanité est absorbée par les océans.** Cela fait de la chaleur océanique l'un des indicateurs les plus frappants de la progression inexorable de la crise climatique, qui ne prendra fin que lorsque les émissions seront réduites à zéro. **Presque chaque année depuis le début du millénaire, un nouveau record de chaleur océanique a été établi.** »

Cette analyse a été publiée dans [la revue Advances in Atmospheric Sciences](#).

The Conversation - Les règles africaines en matière de financement climatique se multiplient, mais elles sont faiblement appliquées, selon une nouvelle étude

P D'Orazio ; <https://theconversation.com/africas-climate-finance-rules-are-growing-but-theyre-weakly-enforced-new-research-270990>

« ... les risques physiques sont aggravés par les « risques de transition », tels que la baisse des revenus provenant des exportations de combustibles fossiles ou l'augmentation des coûts d'emprunt, les investisseurs s'inquiétant de l'instabilité climatique. Ensemble, ils rendent la gouvernance climatique par le biais de politiques financières à la fois urgente et complexe. Sans ces politiques, les systèmes financiers risquent d'être pris au dépourvu par les chocs climatiques et la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. C'est là qu'interviennent les politiques financières liées au climat. Elles fournissent aux banques, aux assureurs et aux régulateurs les outils nécessaires pour gérer les risques, soutenir les investissements dans les secteurs plus verts

et renforcer la stabilité financière. Les régulateurs et les banques à travers l'Afrique ont commencé à adopter des politiques financières liées au climat. Celles-ci vont des règles qui obligent les banques à prendre en compte les risques climatiques aux normes de divulgation, en passant par les directives sur les prêts verts et les cadres pour les obligations vertes. **Ces outils sont actuellement testés dans plusieurs pays. Mais leur portée et leur application varient considérablement d'un pays à l'autre sur le continent. »**

« Mes recherches compilent la première base de données continentale sur les politiques financières liées au climat en Afrique et examinent comment les différences entre ces politiques – et leur caractère contraignant – affectent la stabilité financière et la capacité à mobiliser des investissements privés pour des projets écologiques. Une nouvelle étude que j'ai menée a passé en revue plus de deux décennies de politiques (2000-2025) dans les pays africains. Elle a révélé des différences marquées. L'Afrique du Sud a développé le cadre le plus complet, avec des politiques dans toutes les catégories. Le Kenya et le Maroc sont également actifs, en particulier en matière de règles de divulgation et de gestion des risques. En revanche, de nombreux pays d'Afrique centrale et occidentale n'ont introduit que quelques mesures volontaires... ».

Nature Climate Change (Commentaire) - Irréversibilité dans l'action climatique

[Nature Climate change](#) ;

« Neuf chercheurs en climatologie et responsables politiques, dont le président du Comité britannique sur le changement climatique, affirment que « les éléments clés de l'action climatique sont irréversibles » malgré des facteurs « tels que les efforts délibérés de l'administration américaine actuelle pour affaiblir les politiques climatiques, discréditer la science du climat et promouvoir les combustibles fossiles ». Ils soulignent **les mesures de soutien qui empêchent la régression**, telles que la prolifération d'infrastructures durables pour transporter les énergies renouvelables. **Une autre force positive essentielle : parler de ce qui fonctionne bien.** « **Les récits qui envisagent un avenir positif et réalisable sont eux-mêmes des boucles de rétroaction** », écrivent-ils.

Bulletin de l'OMS - Critères éthiques de l'OMS pour la définition des priorités en matière de recherche sanitaire dans le contexte du changement climatique

B Pratt et al ; https://cdn.who.int/media/docs/default-source/bulletin/online-first/blt.25.293973.pdf?sfvrsn=789ab3fb_3

« ... Nous examinons si les critères éthiques pour la définition des priorités en matière de recherche sanitaire récemment proposés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) devraient être utilisés par les bailleurs de fonds lors de l'allocation des ressources entre les projets de recherche sanitaire axés sur le changement climatique... ».

Mpox

Nature Medicine - L'infection par le virus Mpox pendant la grossesse est associée à un risque élevé de complications

<https://www.nature.com/articles/d41591-026-00003-9>

« De nouvelles données confirment que l'infection par le mpox pendant la grossesse, en particulier au cours du premier trimestre, est associée à un risque important de perte fœtale et d'infection congénitale, ce qui nécessite des stratégies de prévention et de traitement ciblées. »

Maladies infectieuses et MTN

Cidrap News - Selon les experts, la réduction des programmes de lutte contre le VIH en Afrique subsaharienne par les États-Unis représente un risque mondial

<https://www.cidrap.umn.edu/hivaids/us-cuts-hiv-programs-sub-saharan-africa-pose-global-risk-experts-say>

« Après la mise en place d'un traitement antirétroviral (TAR) contre le VIH à Rakai, en Ouganda, le taux d'orphelinage dû au VIH/SIDA a chuté de 70 %, passant de 21,5 % en 2003 à 6,3 % en 2022, soulignant l'importance du financement continu des États-Unis par le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) et d'autres organisations similaires en Afrique subsaharienne. On estime que 10,3 millions d'enfants en Afrique subsaharienne ont perdu un parent pour des raisons liées au VIH, ce qui représente 75 % des orphelins dans le monde, selon les auteurs de **l'étude** ougandaise menée par l'université Columbia, publiée la semaine dernière dans *The Lancet Global Health*. Et les coupes budgétaires du gouvernement américain dans **le PEPFAR** et d'autres programmes de lutte contre le VIH/sida pourraient conduire 2,8 millions d'enfants supplémentaires à perdre leurs parents à cause du virus... »

« En Afrique, environ 387 000 personnes sont décédées de maladies liées au sida en 2024, selon le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (**ONUSIDA**). Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres des conséquences potentiellement graves et étendues de la réduction de l'aide américaine non seulement aux Africains, mais aussi aux personnes infectées et à risque dans le monde entier, avertissent les experts du VIH. ... les répercussions ne se limiteront pas à l'Afrique. Des pays comme les États-Unis, qui ont déjà réduit les effectifs de la division chargée des infections sexuellement transmissibles au sein des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), pourraient voir leur taux de VIH augmenter en raison de la multiplication des cas en Afrique. « On estime à 30 millions le nombre de personnes vivant avec le VIH sur le continent africain, et bien sûr, l'Afrique n'est pas coupée du reste du monde », a déclaré Titanji... »

Scienceshots – Comment rafraîchir les maisons africaines et éloigner les moustiques

<https://www.science.org/content/article/how-cool-down-african-homes-and-keep-mosquitoes-out>

« **Peindre les toits en blanc et installer des moustiquaires aux portes et aux fenêtres est un moyen peu coûteux d'améliorer le confort et de réduire le risque de paludisme.** »

« La combinaison de deux interventions simples peut aider à rafraîchir les maisons dans les zones rurales d'Afrique et à éloigner les moustiques, comme le montre une **étude publiée la semaine dernière dans *Nature Medicine***... »

Guardian – Des langes en tissu traités avec un insecticide « bon marché » réduisent les cas de paludisme chez les bébés

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/jan/16/cloth-wraps-treated-with-insecticide-cut-malaria-cases-in-babies>

« **Une étude montre** que tremper les tissus dans un insecticide couramment utilisé est un moyen simple et efficace de lutter contre les piqûres de moustiques, qui sont de plus en plus fréquentes pendant la journée. »

Lancet HIV – Identification des populations prioritaires pour les interventions contre le VIH à l'aide d'indicateurs d'acquisition et de transmission : analyse combinée de 15 modèles mathématiques provenant de dix pays africains

<https://www.thelancet.com/journals/lanhiv/article/PIIS2352-3018%2825%2900199-7/fulltext>

Par Romain Silhol et al.

AMR

Lancet World Report - Thème de recherche : l'initiative Fleming

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00087-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00087-5/fulltext)

« Une **collaboration basée à l'Imperial College London** vise à trouver des solutions multidisciplinaires au problème sanitaire croissant de la résistance aux antimicrobiens. Sharmila Devi fait le point. »

MNT

Bulletin de l'OMS - Évolution démographique et dividendes démographiques

David Bloom et al ; https://cdn.who.int/media/docs/default-source/bulletin/online-first/blt.25.295004.pdf?sfvrsn=4af94d89_3

(publié en ligne en avant-première, probablement dans le cadre d'un prochain supplément consacré au PMAC) « ... **Les changements démographiques ont des implications importantes pour les**

systèmes de santé, la stabilité sociale et politique et le bien-être économique. Certains de ces changements pourraient ralentir le progrès économique, tandis que d'autres créent des opportunités pour favoriser la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer le bien-être. **Une stratégie globale et intégrée de changements comportementaux et infrastructurels, d'innovations technologiques, de changements institutionnels et d'avancées politiques peut atténuer les effets négatifs des changements démographiques et renforcer leurs effets bénéfiques... »**

The Conversation - Le taux de cholestérol élevé et la résistance à l'insuline sont en hausse chez les jeunes Sud-Africains - ce que cela signifie pour la santé publique

T T Sigudu ; <https://theconversation.com/high-cholesterol-and-insulin-resistance-are-rising-among-young-south-africans-what-that-means-for-public-health-269364>

« Dans une petite ville minière de la province sud-africaine du Limpopo, **les jeunes présentent des signes inquiétants de maladies qui, autrefois, ne touchaient que les personnes âgées.** Il s'agit notamment du diabète de type 2, de l'hypertension artérielle, de l'hypercholestérolémie, de l'obésité et de la résistance à l'insuline. Ce phénomène n'est pas propre au Limpopo ou à l'Afrique du Sud. Il reflète une tendance mondiale, selon laquelle les jeunes adultes de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire sont de plus en plus touchés par des maladies métaboliques précoces en raison de l'urbanisation rapide, des changements de mode de vie, d'une alimentation malsaine et d'une activité physique réduite... ».

Global Health Action - Comment la définition d'objectifs est-elle utilisée dans les interventions de prévention et de gestion des maladies chroniques en Afrique subsaharienne ? Revue systématique et synthèse narrative

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/16549716.2025.2608423?src=>

Par Cathryn Pinto et al.

Guardian - Cinq minutes d'exercice en plus et 30 minutes de moins en position assise pourraient aider des millions de personnes à vivre plus longtemps

<https://www.theguardian.com/society/2026/jan/13/five-minutes-exercise-30-minutes-less-sitting-millions-live-longer>

« Des recherches montrent que de légers changements dans l'activité physique pourraient réduire considérablement le nombre de décès prématurés. »

- Voir **The Lancet** - [Décès potentiellement évités grâce à de petits changements dans l'activité physique et le temps passé en position assise : une méta-analyse des données individuelles des participants à des études de cohorte prospectives](#)

Déterminants sociaux et commerciaux de la santé

The Journal of Climate Change & Health - Préserver la gouvernance et faire progresser les politiques à la croisée du climat et de la santé : une perspective des déterminants commerciaux de la santé

Daniel Hunt & Britta K Matthes ;

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2667278225001099>

« Le changement climatique déstabilise les systèmes de gouvernance en matière de santé et d'équité en santé. Les acteurs commerciaux qui ne sont pas en phase avec la santé peuvent provoquer ou exploiter cette déstabilisation. **La déstabilisation de la gouvernance est pertinente pour la recherche sur les déterminants commerciaux de la santé. La déstabilisation de la gouvernance mérite une plus grande attention dans l'élaboration des politiques en matière de santé et de climat.** Les réponses des politiques publiques devraient donner la priorité aux déterminants commerciaux et plus larges de la santé. »

BMJ GH - Rapport sur la santé mondiale

T Patel et al ; <https://gh.bmj.com/content/11/1/e021672>

« Les rapports sur la santé mondiale publiés par BMJ Case Reports analysent les déterminants sociaux de la santé (les causes des causes de la maladie chez les patients individuels). L'analyse des problèmes de santé mondiale nécessite des recherches approfondies non seulement dans la littérature médicale, mais aussi dans les domaines de la santé publique, de l'épidémiologie, de l'anthropologie, de l'économie et de la sociopolitique. L'analyse des problèmes de santé mondiale à travers le prisme des soins prodigués à chaque patient nous donne un aperçu des conditions de vie et de travail qui contribuent à la mauvaise santé et de la mesure dans laquelle les personnes peuvent accéder aux soins de santé et à l'aide sociale. **Le rapport de cas sur la santé mondiale peut constituer une ressource utile pour la défense de la santé mondiale : meilleures conditions de vie et de travail, amélioration des déterminants sociaux de la santé, meilleur accès aux soins de santé et amélioration des ressources en matière de santé et d'aide sociale.** »

Droits en matière de santé sexuelle et reproductive

Devex (Opinion) - Comment lutter contre la discrimination liée aux menstruations ? Mettre la dignité au centre

Par Shamila Bhandari et al ; <https://www.devex.com/news/how-can-we-tackle-menstrual-discrimination-put-dignity-at-the-center-111641>

« Les efforts mondiaux actuels pour lutter contre la discrimination liée aux menstruations se sont principalement concentrés sur l'hygiène menstruelle, plutôt que d'adopter une approche holistique intégrant la santé menstruelle et la dignité dans des dialogues plus larges sur les questions sociales, économiques, les droits humains et la santé. »

Santé néonatale et infantile

Plos Med - Répartition des types capsule et O chez *Klebsiella pneumoniae* responsable de la septicémie néonatale en Afrique et en Asie du Sud : méta-analyse de la prévalence des sérotypes prédits par le génome afin d'évaluer la couverture vaccinale potentielle

<https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1004879>

Par Thomas D. Stanton et al.

Accès aux médicaments et aux technologies de santé

HPW - La plupart des réticences à la vaccination peuvent être surmontées, selon une nouvelle étude du Lancet

<https://healthpolicy-watch.news/vaccine-hesitancy-temporary-for-majority/>

« Les craintes liées aux effets secondaires des vaccins contre la COVID-19, qui ont initialement conduit à une réticence à la vaccination, ont pour la plupart cédé la place à l'acceptation au cours de la pandémie, seule une petite minorité restant non vaccinée en raison d'une méfiance profondément enracinée, selon une nouvelle étude majeure publiée dans *The Lancet*. »

« Pour la première fois, l'étude [« Profil des attitudes à l'égard des vaccins et adoption ultérieure chez 1,1 million de personnes en Angleterre »](#) a comparé à grande échelle les attitudes à l'égard de la vaccination avec le comportement réel en matière de vaccination. Sur la base de ces résultats, les experts en politique de santé préconisent des approches communicatives fondées sur des preuves, spécifiques à chaque groupe et à long terme pour lutter contre la réticence à la vaccination. »

« Bon nombre des personnes initialement hésitantes ont choisi d'adopter une approche attentiste. Elles étaient motivées par des inquiétudes concernant les effets secondaires et l'efficacité, mais ont finalement opté pour le vaccin à mesure que [les preuves concrètes de sa sécurité et de son efficacité](#) se multipliaient. Les avantages de la vaccination ont été reconnus par la majorité des personnes initialement hésitantes, principalement grâce à la communication en matière de santé publique, à la sensibilisation communautaire et au déploiement du vaccin lui-même. « Nos conclusions suggèrent que la plupart des hésitations à l'égard du vaccin contre la COVID-19 étaient fondées sur des préoccupations concrètes qui peuvent être prises en compte et surmontées avec le temps et l'augmentation de la disponibilité des informations », selon les auteurs principaux, Paul Elliott, titulaire de la chaire d'épidémiologie et de médecine de santé publique à l'Imperial College de Londres, et Marc Chadeau-Hyam, professeur d'épidémiologie computationnelle et de biostatistique... ».

Washington Post - Voici les traitements qui dominent le secteur de l'allongement de la durée de vie

<https://www.washingtonpost.com/health/2026/01/12/longevity-maha-antiaging-health-rfk/>

« Les **sommes colossales, les promesses mirobolantes et les preuves incertaines** qui se cachent derrière le **secteur florissant de la longévité**. »

« ... Selon les analystes du secteur chez Longevity.Technology, les investissements mondiaux dans les entreprises spécialisées dans la longévité ont atteint **8,49 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 220 % par rapport à l'année précédente**. Selon les analystes, une grande partie de ces investissements était **concentrée aux États-Unis**. Le **marché de la longévité et du bien-être préventif**, défini comme l'argent que les clients dépensent pour des produits, des services et des technologies visant à prolonger leur vie et à améliorer leur santé, **devrait exploser à l'échelle mondiale, passant de 784,9 milliards de dollars en 2024 à 1 900 milliards de dollars d'ici 2034**, selon MarketResearch.com... »

« ... L'élan autour de ce secteur a atteint un point critique l'année dernière, lorsque de puissants alliés de l'industrie ont accédé au gouvernement fédéral. Le secrétaire à la Santé Robert F. Kennedy Jr., lui-même passionné par la longévité, a décrit ses propres routines anti-âge, qui comprennent une « poignée » de vitamines, de la testostérone et un traitement à base de cellules souches qu'il a reçu une fois à Antigua. ... »

Cidrap News - Le CEPI annonce le financement d'un vaccin contre la fièvre de la vallée du Rift

<https://www.cidrap.umn.edu/rift-valley-fever/cepi-announces-funding-rift-valley-fever-vaccine>

« La **Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI)** a annoncé aujourd'hui que l'université d'Oxford avait conclu un accord de licence avec le Serum Institute of India (SII) afin de **créer la plus grande réserve jamais constituée d'un vaccin expérimental contre la fièvre de la vallée du Rift**, prêt à être testé. **Selon les termes de l'accord**, la CEPI a déclaré que le SII fabriquera jusqu'à 100 000 doses du candidat vaccin expérimental d'Oxford, ChAdOx1 RVF. Les 10 000 premières doses seront utilisées dans le cadre d'un éventuel essai clinique visant à évaluer la sécurité et l'immunogénicité du candidat vaccin dans les zones touchées par l'épidémie... ».

Cidrap News - GARDP et Debiopharm vont collaborer sur un nouvel antibiotique contre la gonorrhée

<https://www.cidrap.umn.edu/gonorrhea/gardp-debiopharm-collaborate-new-gonorrhea-antibiotic>

« Le **Partenariat mondial pour la recherche et le développement sur les antibiotiques (GARDP)** et la société biopharmaceutique suisse Debiopharm ont annoncé aujourd'hui une collaboration sur un **nouvel antibiotique ciblant la gonorrhée**. Dans le cadre de cet accord de collaboration et de licence, le GARDP et Debiopharm développeront conjointement le **Debio1453, un antibiotique candidat unique en son genre qui cible une enzyme essentielle à la croissance de *Neisseria gonorrhoeae*** et qui a démontré une activité clinique puissante contre cette bactérie lors d'études précliniques, y compris contre des souches multirésistantes... »

Bulletin de l'OMS – Médicaments pour le traitement des personnes âgées dans les directives et les listes de médicaments essentiels, Région africaine de l'OMS

K Wei Foon et al. https://cdn.who.int/media/docs/default-source/bulletin/online-first/blt.25.294289.pdf?sfvrsn=45e8483_3

Parmi les conclusions : « ... Les pays de la région Afrique où la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans est plus élevée étaient plus susceptibles d'inclure des médicaments gériatriques dans leurs directives thérapeutiques standard et leurs listes de médicaments essentiels. »

Reuters - La chaîne hospitalière indienne Narayana Health envisage une expansion internationale

[Reuters](#) ;

« L'entreprise indienne Narayana Hrudayalaya prévoit de s'étendre sur certains marchés occidentaux, en exportant son modèle de soins de santé à bas coût tout en continuant à développer ses activités dans son pays, a déclaré un cadre supérieur... ».

Ressources humaines pour la santé

OMS - Intégrer les agents de santé communautaires dans les systèmes de santé : guide étape par étape pour la mise en œuvre des politiques

<https://www.who.int/publications/i/item/9789240110298>

« Ce guide présente les mesures que les décideurs politiques, les planificateurs, les gestionnaires et leurs partenaires doivent prendre lorsqu'ils envisagent une initiative politique nationale ou infranationale visant à intégrer les agents de santé communautaires (ASC) dans les systèmes de santé. Il intègre et complète les travaux antérieurs de l'OMS dans le but de fournir un ordre et une hiérarchisation des mesures politiques, notamment : l'évaluation, l'analyse des parties prenantes, la détermination de la structure de gouvernance, l'objectif, les mécanismes de financement, la conception, y compris la flexibilité dans les situations d'urgence, le suivi et l'évaluation de l'intégration des ASC. »

Décoloniser la santé mondiale

Revue de l'économie politique internationale - Les fondements extractifs de Bretton Woods : l'or, l'apartheid et la politique raciale de l'ordre monétaire

Jeremy Green ; <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09692290.2025.2594477?src=>

« Cet article revisite le rôle de l'or au sein de Bretton Woods, contribuant ainsi aux efforts récents visant à développer une économie politique internationale (EPI) plus globale et plus inclusive sur le plan thématique. Remettant en question les représentations dominantes de la question de l'or, je mets en avant les fondements extractifs cachés de Bretton Woods en me concentrant sur la

politique raciale de l'exploitation aurifère en Afrique du Sud... Je soutiens que la relation entre la liquidité internationale, la stabilité monétaire et l'expansion économique dans le cadre du système de Bretton Woods reposait sur l'approvisionnement en or de l'Afrique du Sud de l'apartheid, perpétuant ainsi l'extractivisme racial colonial à travers l'ordre monétaire d'après-guerre. L'importance de l'or sud-africain pour la stabilité monétaire internationale s'est accrue parallèlement à la brutalité raciale de l'apartheid dans les années 1960, transformant les fondements extractivistes de l'approvisionnement en or d'une condition naturelle en une préoccupation centrale reliant la politique de stabilité monétaire internationale et l'égalité raciale. Je développe le concept de « ligne de couleur monétaire » pour retracer comment les hiérarchies extractives, raciales et monétaires se sont croisées sous Bretton Woods. ... »

Telegraph - Amazon Healthcare explore en profondeur l'« armoire à pharmacie » de la jungle

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/amazon-healthcare-delves-deep-into-jungles-medicine-cabinet/>

« Longtemps considérées comme des croyances superstitieuses, **les attitudes changent quant à l'efficacité médicale des pratiques de guérison indigènes.** »

Divers

Banque mondiale (article) - Commerce et investissement africains pour la résilience mondiale : conférence Mattei lors de la conférence 2025 Africa Growth and Opportunity—Research in Action (AGORA) de la Banque mondiale

Okonjo-Iweala, Ngozi ; <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099842001132634461>

« Cet article, basé sur la conférence Mattei que l'auteur a donnée lors de la conférence 2025 Africa Growth and Opportunity—Research in Action, soutient que l'Afrique peut ancrer un nouveau modèle de croissance — et renforcer la résilience mondiale — en passant d'une dépendance vis-à-vis des matières premières à une production à valeur ajoutée et à une intégration plus profonde dans les réseaux commerciaux et d'investissement. ... Le document propose un **programme en deux volets** : (i) réformer le système commercial mondial, notamment en modernisant l'Organisation mondiale du commerce et en facilitant les investissements, afin de rétablir la prévisibilité et l'ouverture ; et (ii) accélérer les réformes africaines visant à mettre en œuvre la zone de libre-échange continentale africaine, réduire les frictions commerciales intra-africaines et attirer les investissements directs étrangers en quête d'efficacité dans les secteurs de la fabrication, des services et des « industries sans cheminées ». **Tirant parti des grandes tendances africaines** — dynamisme démographique, essor des classes moyennes, richesses minérales et agricoles — **et de l'« avantage comparatif vert »**, le document met en évidence les possibilités d'implanter des activités à forte intensité énergétique là où les ressources renouvelables sont abondantes, comblant ainsi les lacunes en matière d'investissements dans les énergies propres... **Un partenariat pragmatique et axé sur les résultats, en particulier avec l'Europe, via une « formule Mattei » modernisée**, est proposé afin de réduire les risques liés à l'investissement et de donner la priorité à des

infrastructures transformatrices et opportunes, générant des gains partagés en termes de croissance, d'emplois et de diversification de la chaîne d'approvisionnement.

Documents et rapports

Éditorial du Lancet – L'essor de la recherche chinoise : une opportunité mondiale

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00084-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00084-X/fulltext)

C'est tout à fait exact.

SS&M - L'impact de l'incarcération sur la santé : une revue systématique mondiale

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0277953626000213>

par L A Pearce.

Cochrane Evidence Synthesis and Methods – « Parties prenantes » : un nouveau terme pour remplacer « acteurs concernés » dans le contexte de la recherche et des politiques en matière de santé

Elie A. Akl et al ; <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/cesm.70007>

À partir d'octobre 2024. **Premier d'une série de sept articles** du consortium MuSE (anciennement Multi-Stakeholder Engagement Consortium) **sur le thème de l'engagement des parties prenantes dans la synthèse des preuves.**

« Ce **premier article introduit le terme « partie prenante »**... ... Nous définissons les « parties prenantes » comme des groupes ayant des intérêts légitimes dans la question de santé considérée. Ces intérêts découlent et tirent leur légitimité du fait que les personnes appartenant à ces groupes sont responsables ou concernées par des décisions liées à la santé qui peuvent être éclairées par des données probantes issues de la recherche... ».

Bulletin de l'OMS - Vers une vision commune de la recherche sur l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes

https://cdn.who.int/media/docs/default-source/bulletin/online-first/blt.25.294211.pdf?sfvrsn=3f5efd23_3

Par B Kolt et al. Entre autres, avec une mise à jour sur la « **Coalition mondiale pour les données probantes** ».

Lancet Regional Health (Pacifique occidental) – Prescription sociale dans la région du Pacifique occidental

<https://www.thelancet.com/series-do/social-prescribing>

« La prescription sociale est une approche qui met les individus en relation avec le soutien et les services communautaires afin d'améliorer leur santé et leur bien-être. La série sur la prescription sociale dans la région du Pacifique occidental comprend quatre articles rédigés par des experts régionaux, qui mettent en évidence les données disponibles sur les modèles de prescription sociale et proposent des perspectives sur l'adaptation de ces approches afin de répondre aux divers besoins de la région en matière de santé. La série explore également l'impact des arts et des événements traditionnels sur le bien-être mental et social, et propose un cadre d'évaluation sensible au stade de développement pour guider la mise en œuvre et l'extension de la prescription sociale dans la région. Le dernier article présente un modèle de prescription sociale mené par la communauté en République démocratique populaire lao. »

Tweets (via X & Bluesky)

Kalypso Chalkidou

« Quant à une éventuelle fusion entre le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et Gavi — ce qui, selon Mme Nishtar, est la « question la plus fréquente » qui lui est posée — « tout est théoriquement possible ».

Matthew Kavanagh

« Le Congrès n'a en fait jamais soutenu les coupes budgétaires de Trump dans le domaine de la santé mondiale. Ici, ils doublent la mise. Ce n'est pas une fatalité. La véritable histoire est celle d'une lutte entre les branches du gouvernement américain, et non la mort de la santé mondiale. »

Adam Johnson

« Cinq essais, plus de 3 000 mots dans le New York Times sur l'effondrement de « l'ordre fondé sur des règles », et pas une seule mention de Gaza. Je suppose que le plan de l'ordre libéral fondé sur des règles consiste à continuer à agir comme s'il n'y avait pas eu de génocide et qu'il n'y en avait toujours pas... »

Justice Nonvignon

(en référence à un [blog de la Banque mondiale](#) publié début décembre)

« Entre 2022 et 2024, environ 741 milliards de dollars supplémentaires ont quitté les économies en développement sous forme de remboursements de dettes et d'intérêts, soit plus que les nouveaux financements qui y ont été injectés. Il s'agit de la plus importante sortie de capitaux liée à la dette depuis plus de 50 ans. » **La situation de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) devient de plus en plus complexe, sacrifiant les investissements dans des services sociaux essentiels tels que la santé et l'éducation.** Comment une population future en mauvaise santé

pourra-t-elle produire pour rembourser les dettes de ses ancêtres si nous n'investissons pas dans la santé aujourd'hui ?

Katri Bertram

« Alors que le secteur du développement discute de l'agenda post-2030, le monde n'est pas sûr d'arriver à la fin de 2026. #disconnect #dissonance »